

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**AGRICULTURE - 5ÈMES AFFECTATIONS 2023**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a>	3
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a>	7
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</a>	13
<a href="#">Annexe 1 - Convention Innovation - Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France</a>	14
<a href="#">Annexe 2 - Fiches projets Agriculture</a>	33
<a href="#">Annexe 3 - Règlement d'intervention de l'Aide régionale en faveur de l'agriculture biologique 2023</a>	38
<a href="#">Annexe 4 - Règlement d'intervention Soutien exceptionnel Grêle 2023</a>	42
<a href="#">Annexe 5 - Avenant n° 4 à la convention de délégation de tâches DRIAAC</a>	45
<a href="#">Annexe 6 - Avenant n° 3 à la Convention de délégation de tâches FEADER - DDT 77</a>	49
<a href="#">Annexe 7 - Avenant n° 3 à la Convention de délégation de tâches FEADER - DDT 78</a>	53
<a href="#">Annexe 8 - Avenant n° 3 à la Convention de délégation de tâches FEADER - DDT 91</a>	57
<a href="#">Annexe 9 - Avenant n° 3 à la Convention de délégation de tâches FEADER - DDT 95</a>	61
<a href="#">Annexe 10 - Convention de paiement PSN 2023-2027</a>	65
<a href="#">Annexe 11 - Fiche-projet méthanisation</a>	84

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Ce rapport propose à la commission permanente de se prononcer sur deux volets, l'un dédié à l'agriculture et à l'alimentation, l'autre à la méthanisation.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Pacte Agricole adopté par délibération n° CR 2018-14 du 31 mai 2018 et du Plan Régional pour une Alimentation locale durable et solidaire (PRA) - L'alimentation des franciliens : un enjeu de souveraineté, de santé et de relance adopté par délibération n° CR 2021-001 du 4 février 2021, le présent rapport a pour objet de proposer au vote des affectations en investissement et en fonctionnement.

### 1. Sur le volet agricole

#### 1.1. Convention Chambre « Innovation »

Pour faire face aux défis économiques, environnementaux, climatiques, sociaux qui se posent à l'agriculture, l'innovation constitue un levier majeur pour les exploitations. Elle vise à renforcer la résilience des exploitations agricoles en améliorant leur compétitivité et leur durabilité, ainsi qu'en participant à l'amélioration des conditions de travail des agriculteurs. L'innovation agricole francilienne est portée par un ensemble d'acteurs, au premier rang desquels les agriculteurs, principaux bénéficiaires mais aussi testeurs de ces innovations. Les entreprises et les start-ups constituent également des acteurs incontournables de cet écosystème, de par leur capacité à développer de telles innovations et à participer à leur transfert sur le terrain, et représentent en ce sens un maillon essentiel de l'innovation en Île-de-France.

L'innovation est un levier incontournable pour faire de l'Île-de-France une région pionnière, dotée d'une agriculture de pointe, moderne, durable, économe de ses moyens et de son empreinte.

Le programme de soutien ainsi présenté porte un partenariat étroit avec la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France, conduit de manière conjuguée avec les différents acteurs de l'innovation (Start-ups, Chambres d'agriculture, Instituts et centres techniques spécialisés, organismes de recherche et d'enseignement, collectivités, agriculteurs, ...) pour identifier les priorités et les solutions à tester.

Il vise à :

- Accompagner les exploitations agricoles vers plus durabilité et de résilience,
- Favoriser les transitions des exploitations,
- Favoriser l'émergence d'innovations pour lever les verrous techniques de la performance et accroître les gains de compétitivité des exploitations dans les meilleures conditions environnementales, avec l'appui des agriculteurs, des instituts et centres techniques, des organismes de recherche ainsi que des partenaires économiques, notamment les start-ups spécialisées sur les enjeux agricoles,
- Favoriser l'expérimentation, la validation, l'appropriation, la diffusion rapide des solutions et procédés innovants par les agriculteurs franciliens.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter un montant de **1 000 000 €** d'autorisations de programme à la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France.

## 1.2. Aide à l'installation transmission

**Au titre du dispositif « Agrément des structures de conseil à l'installation transmission »**, approuvé par délibération n° CP 2018-151 du 19 septembre 2018, il est proposé d'affecter **4 500 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-009 (163009) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire », action 16300901 « Appui à la transmission reprise des exploitations agricoles ».

La fiche-projet est présentée en annexe n° 2 à la délibération.

## 1.3. Aide d'urgence pour l'agriculture biologique

Après une croissance importante jusqu'en 2020 (consommation multipliée par 3,5 en 10 ans), l'agriculture biologique a rarement connu pire conjoncture économique : baisse inédite de la consommation des produits bio à partir de 2021, qui s'est accentuée en 2022. Selon l'institut d'études spécialisé IRI, à la fin octobre 2022, la baisse des ventes sur un an s'élevait à près de 5 %.

Les raisons sont multiples parmi lesquelles la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs depuis le début de la guerre en Ukraine. Selon l'INSEE, en France, l'inflation a atteint 5,2 % sur un an en janvier 2023, ce qui se répercute sur la consommation en produits bio.

En plus de la baisse de la demande en produits biologiques, l'inflation entraîne des coûts supplémentaires pour les exploitations qui peinent à rentabiliser leur production. Au regard de cet effet ciseau dû à la concomitance d'une hausse des charges et baisse des recettes, il convient d'être particulièrement vigilant quant au risque de déconversion des exploitations aujourd'hui engagées en bio.

C'est pourquoi la Région se propose d'intervenir pour contribuer à la réponse apportée aux difficultés les plus urgentes rencontrées par les exploitations en agriculture biologique. Une aide d'urgence forfaitaire, complémentaire de l'aide déjà apportée par l'Etat, bénéficiera aux exploitations les plus en difficulté. Le montant de cette aide pourra être bonifié en fonction de la présence d'un atelier d'élevage. La Région mobilisera pour ce faire une enveloppe de **70 000 €**.

## 1.4. Aide grêle

Il est proposé de **créer un dispositif d'urgence en faveur des agriculteurs franciliens**, durement frappés par les épisodes de grêle de juillet 2023 et d'y consacrer un **montant maximum prévisionnel** de 100 000 €.

Le **règlement d'intervention** relatif au dispositif de soutien exceptionnel en faveur des agriculteurs franciliens frappés par la grêle figure en annexe 4 à la délibération.

## 1.5. Mise en œuvre du FEADER 2014-2022 : Avenants aux conventions de délégation de tâches

Conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 et du décret n°2022-1051 du 28 juillet 2022, la région Île-de-France s'est vu confier par l'État la gestion pleine et entière des dispositifs non-surfaciques du FEADER de la période de programmation 2023-2027. Pour qu'elle puisse assurer ce nouveau rôle, qui a pris effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, l'État s'est engagé à transférer à la Région les crédits qu'il mobilisait en contrepartie du FEADER durant



la période 2014-2022 et les agents des services déconcentrés (ou des compensations financières) en charge de l'instruction des demandes de subvention et de paiement.

Le transfert des effectifs de l'État est effectif depuis la date de prise d'effet de la signature de mise à disposition des services de l'Etat chargés de la gestion du fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023, signée le 21 mars 2023. Depuis cette date, la Région assure la gestion et l'instruction de l'ensemble des dossiers non soldés en date du 31 mars 2023 pour les mesures FEADER dites non surfaciques.

Auparavant, la Région, en tant qu'autorité de gestion du Programme de Développement Rural de la région Île-de-France pour la période de programmation 2014-2022, délégait l'instruction de certains dispositifs à certains services déconcentrés de l'Etat en région (DRIAAF et DDT). Cette délégation était formalisée dans des conventions relatives à la délégation de certaines tâches entre la Région et les préfectures de région ou de département en fonction du service de l'Etat concerné par cette délégation.

Ainsi, pour organiser la répartition des missions entre les services de l'État et ceux de la région Île-de-France à partir du 1<sup>er</sup> avril 2023, des avenants aux conventions de délégation de tâches entre la Région et certains services-instructeurs déconcentrés de l'État en Île-de-France (DDT et DRIAAF) sont nécessaires. Ils permettront d'acter que la Région récupère l'instruction des dossiers relevant des mesures FEADER dites non surfaciques. Les autres mesures resteront dans le périmètre des services de l'État.

#### **1.6. Mise en œuvre du FEADER 2023-2027 : Conventions de paiement relative aux aides régionalisées Hors SIGC des financeurs autres que la Région et de leur cofinancement Feader dans le cadre du plan stratégique national (PSN) 2023-2027**

Est présenté dans ce rapport, le modèle des conventions de paiement entre l'Agence de services et de paiement, organisme payeur du FEADER, de nouveau pour la programmation 2023-2027, la Région, et un autre financeur. Cette convention permettra le cofinancement des dispositifs du volet francilien du PSN par un autre financeur que la Région, en contrepartie du FEADER, pour cette nouvelle programmation. Comme pour la programmation 2014-2022, à ce stade, certains Départements ont fait part de leur intérêt pour participer financièrement de la sorte.

Cette convention a pour objet de définir les conditions de paiement de la contrepartie publique apportée par un autre financeur que la Région et de la part FEADER, dans le cadre du PSN. Elle fixe les obligations :

- De l'ASP en tant qu'organisme-payeur du FEADER
- De la Région en tant qu'autorité de gestion du PSN
- Et de l'autre financeur pour les modalités de paiement associé et dissocié et pour l'ensemble des dispositifs mobilisables par le financeur.

#### **1.7. Produit en Île-de-France**

Afin d'accompagner l'essor des produits locaux sur le territoire, la Région propose de développer la commercialisation de la marque « Produit en Île-de-France » à travers le lancement notamment d'une étude pour améliorer le référencement des produits mais aussi en accompagnant l'installation et la gestion d'une boutique dédiée dans la halle de Saint-Ouen.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter un montant de **300 000 €** en autorisations d'engagement.

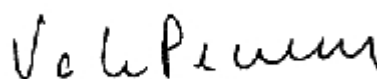
## 2. Sur le volet méthanisation

Il est proposé de soutenir **1** opération de méthanisation pour un montant total de **15 000 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions », programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002032 « Energies renouvelables », pour une étude de faisabilité d'une unité de méthanisation sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Val Parisis.

La fiche-projet est présentée en annexe 11 de la délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

## PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 21 SEPTEMBRE 2023

### AGRICULTURE - 5ÈMES AFFECTATIONS 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** les lignes directrices de la communauté concernant les aides d'Etat dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales (JOUE du 01 juillet 2014 – 2014/C 204/01) ;

**VU** le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil ;

**VU** le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la Politique agricole commune, et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 ;

**VU** le règlement (UE) n° 1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

**VU** le règlement (UE) de minimis agricole n° 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole ;

**VU** le règlement (UE) n° 2020/2220 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 établissant des dispositions transitoires relatives au soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) en 2021 et 2022, et modifiant les règlements (UE) n°1305/2013, (UE) n° 1306/2013 et (UE) n° 1307/2013 en ce qui concerne les ressources et leur application en 2021 et 2022 et le règlement (UE) n° 1308/2013 en ce qui concerne les ressources et la répartition de ce soutien pour les exercices 2021 et 2022 ;

**VU** le règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

**VU** le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

**VU** l'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le code de l'urbanisme ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code rural et de la pêche maritime ;

**Vu** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

**Vu** la loi n° 2014-1170 du 14 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ;

**VU** la loi du n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

**VU** le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

**VU** le décret n° 2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des Programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

**VU** le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;

**VU** le décret n° 2022-1051 du 28 juillet 2022 relatif à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;

**VU** la circulaire du 14 septembre 2015 relative à l'application du règlement n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

**VU** la délibération n° CP 15-117 du 29 janvier 2015 portant approbation de la convention de mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n° 1305/2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France et de la convention de délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de développement rural ;

**VU** la délibération n° CP 15-701 du 8 octobre 2015 portant adoption des conventions de gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la région Île-de-France et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC et SIGC dans le cadre du Programme de développement rural de la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020 ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

**VU** la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

**VU** la délibération n° CR 2018-014 du 31 mai 2018 portant adoption du Pacte agricole : un livre blanc pour l'agriculture francilienne à l'horizon 2030 ;

**VU** la délibération n° CP 2018-151 du 19 septembre 2018 portant adoption du règlement d'intervention : Nouveau soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France ;

**VU** la délibération n° CP 2019-093 du 19 mars 2019 relative à la Mise en œuvre du Pacte agricole : Règlement d'intervention et conventions avec les partenaires ;

**VU** la délibération n° CP 2020-085 du 4 mars 2020 relative à la Mise en œuvre du Pacte agricole – 1ère affectation 2020 ;

**VU** la délibération n° CR 2021-001 du 4 février 2021 relative au Plan régional pour une Alimentation locale, durable et solidaire – L'alimentation des franciliens : un enjeu de souveraineté, de santé et de relance ;

**VU** la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

**VU** la délibération n° CR 2022-057 du 22 septembre 2022 demandant l'autorité de gestion du Feader pour la période 2023-2027 ;

**VU** la délibération n° CP 2022-401 du 10 novembre 2022 approuvant la convention de paiement relative aux aides régionalisées HSI-GC de la Région Île-de-France et de leur cofinancement FEADER dans le cadre du PSN 2023-2027 ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** la délibération n° CP 2023-082 du 29 mars 2023 Agriculture – Deuxièmes affectations 2023 ;

**VU** la délibération n° CP 2023-106 du 29 mars 2023 Diverses dispositions RH – Deuxième rapport 2023 ;

**VU** la délibération n° CP 2023-155 du 1<sup>er</sup> juin 2023 portant diverses dispositions en matière de communication institutionnelle - 2ème rapport 2023 ;

**VU** le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2023-301 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

### **Article 1 :**

Approuve la convention pour la mise en œuvre du programme de soutien à l'innovation dans les exploitations agricoles d'Île-de-France figurant en annexe 1 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Décide de participer, au titre de la "Convention Chambre Innovation" au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 1 000 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention susvisée.

Affecte, en faveur de la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France, un montant de **1 000 000 €** d'autorisations de programme disponible sur le chapitre 906 « Action économique »,

code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-008 (163008) « Soutien aux secteurs de l'agriculture environnement et de l'agro-alimentaire », action 16300801 « Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits », du budget 2023.

#### **Article 2 :**

Décide de participer, au titre du dispositif « **Agrément des structures de conseil à l'installation-transmission** », au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 4 500 €.

Affecte, en faveur de la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France, une autorisation d'engagement d'un montant de **4 500 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-009 (163009) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire », action 16300901 « Appui à la transmission reprise des exploitations agricoles », du budget 2023.

#### **Article 3 :**

Décide de créer un dispositif relatif à **l'Aide régionale en faveur de l'agriculture biologique 2023** et d'y consacrer un **montant total** de 70 000 €.

Approuve le règlement d'intervention relatif à l'Aide régionale en faveur de l'agriculture biologique 2023 figurant en annexe 3 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations d'engagement de **70 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-010 (163010) « Actions agri-environnementales », action 16301003 « Agriculture biologique », du budget 2023.

#### **Article 4 :**

Décide de **créer un dispositif d'urgence en faveur des agriculteurs franciliens**, durement frappés par les épisodes de grêle de juillet 2023 et d'y consacrer un **montant maximum prévisionnel** de 100 000 €.

Approuve le **règlement d'intervention relatif au dispositif de soutien exceptionnel en faveur des agriculteurs franciliens frappés par la grêle**, figurant en annexe 4 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations d'engagement de **100 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres » programme HP 63-009 (163009) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire, action 16300903 « soutien aux filières », du budget 2023.

#### **Article 5 :**

Approuve l'avenant n° 4 à la convention relative à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de développement rural à la Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France pour la période de programmation 2014-2022 figurant en annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**Article 6 :**

Approuve l'avenant n° 3 à la convention relative à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de développement rural à la Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne pour la programmation 2014-2022 figurant en annexe 6 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**Article 7 :**

Approuve l'avenant n° 3 à la convention relative à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de développement rural à la Direction départementale des territoires des Yvelines pour la programmation 2014-2022 figurant en annexe 7 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**Article 8 :**

Approuve l'avenant n° 3 à la convention relative à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de développement rural à la Direction départementale des territoires de l'Essonne pour la programmation 2014-2022 figurant en annexe 8 à la présente délibération. et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**Article 9 :**

Approuve l'avenant n° 3 à la convention relative à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de développement rural à la Direction départementale des territoires du Val-d'Oise pour la programmation 2014-2022 figurant en annexe 9 à la présente délibération. et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**Article 10 :**

Approuve la convention-type entre l'Agence de services et de paiement, organisme payeur du FEADER, pour la programmation 2023-2027, la Région, et un autre financeur, figurant en annexe 10 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

**Article 11 :**

Affecte un montant d'autorisations d'engagement de **300 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres » programme HP 63-009 (163009) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire, action 16300903 « soutien aux filières », du budget 2023.

**Article 12 :**

Décide, au titre du **Plan méthanisation**, de participer au financement de l'opération détaillée dans la fiche-projet figurant en annexe 11 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant total prévisionnel maximum de 15 000 €.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **15 000 €** disponible sur le chapitre

907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions », programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002032 « Energies renouvelables », du budget 2023.

Cette affectation relève du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », sous volet 21 Énergies renouvelables et efficacité énergétique, projet 2101 « Energies renouvelables ».

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**



## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **Annexe 1 - Convention Innovation - Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France**

## CONVENTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN A L'INNOVATION DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES D'ÎLE-DE-FRANCE

**La région Île-de-France** dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° 2023-301 du 21 septembre 2023.

Ci-après dénommée « la Région »

**d'une part,**

**La Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France**, située 19, rue d'Anjou – 75008 Paris ayant pour représentant Monsieur Christophe HILLAIRET, son Président.

Ci-après dénommé « la Chambre d'Agriculture »

**d'autre part,**

### APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

Pour faire face aux défis économiques, environnementaux, climatiques, sociaux qui se posent à l'agriculture, l'innovation constitue un levier majeur pour les exploitations. Elle vise à renforcer la résilience des exploitations agricoles en améliorant leur compétitivité et leur durabilité, ainsi qu'en participant à l'amélioration des conditions de travail des agriculteurs. L'innovation agricole francilienne est portée par un ensemble d'acteurs, au premier rang desquels les agriculteurs principaux bénéficiaires mais aussi testeurs de ces innovations. Les entreprises et les start-ups constituent également des acteurs incontournables de cet écosystème, de par leur capacité à développer de telles innovations et à participer à leur transfert sur le terrain, et représentent en ce sens un maillon essentiel de l'innovation en Île-de-France.

L'innovation est un levier incontournable pour faire de l'Île-de-France une région pionnière, dotée d'une agriculture de pointe, moderne, durable, économe de ses moyens et de son empreinte.

Le programme de soutien ainsi présenté porte un partenariat étroit avec la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France, conduit de manière conjuguée avec les différents acteurs de l'innovation (Start-ups, Chambres d'agriculture, Instituts et centres techniques spécialisés, organismes de recherche et d'enseignement, collectivités, agriculteurs, ...) pour identifier les priorités et les solutions à tester.

Il vise, par une diffusion opérationnelle, à :

- Favoriser l'émergence d'innovations pour lever les verrous techniques de la performance et accroître les gains de compétitivité des exploitations dans les meilleures conditions environnementales, avec l'appui des agriculteurs, et de « l'écosystème de l'AgriTech » ainsi que des partenaires économiques ;
- Favoriser l'expérimentation, la validation, l'appropriation, la diffusion rapide des solutions et procédés innovants par les agriculteurs franciliens

Il contribuera ainsi à la réalisation de « sauts technologiques », notamment :

- En permettant la généralisation de technologies de rupture, en matière de robotique, d'agronomie ou de ciblage des intrants ;
- En investissant dans la capture et la collecte de données ;
- En finançant la création de nouveaux outils d'aide à la décision et leur diffusion au plus grand nombre.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre de la stratégie régionale pour le soutien à l'innovation dans les exploitations agricoles d'Île-de-France par la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France et ses partenaires.

Des actions d'investissement seront conduites en lien avec les partenaires de la Chambre d'Agriculture, notamment sur les thématiques suivantes :

- Bioénergies
- Elevage, notamment sur les aspects liés au bien-être animal et à l'autonomie fourragère
- Agronomie et système de culture
- Diversification
  - Bioénergies (méthanisation, agrivoltaïsme, ...)
  - Filières (apiculture, agriculture urbaine, protéagineux, ...)
  - Circuits courts, transformation, traçabilité et logistique
- Agriculture de précision, numérique et machinisme
- Conditions de travail et prévention des risques
- Gestion d'entreprise
- Protection de la biodiversité
- Adaptation au changement climatique, gestion durable des sols, efficacité de l'eau et irrigation, stockage du carbone
- Pédagogie et Formation

Et, notamment, au travers des domaines d'innovation suivants :

- Services numériques et modélisation, notamment au travers d'outils d'aides à la décision et de modèles numériques prévisionnels
- IoT (objets connectés), numérique et Robotique, avec une attention particulière aux enjeux de souveraineté et de gestion des données
- Techniques, matériels et approvisionnements innovants

Le détail des équipements et investissements est présenté en annexe 1.

Pour l'année 2023, un montant de 1 000 000 € est accordé pour la mise en œuvre du programme de soutien à l'innovation. L'utilisation et la répartition de l'enveloppe est fonction des actions d'investissement effectivement retenues par la Chambre d'Agriculture.

La subvention régionale est attribuée à la Chambre d'Agriculture. La Chambre d'Agriculture est autorisée à reverser tout ou partie de la subvention régionale aux partenaires des actions mises en œuvre : organismes de recherche et d'enseignement, instituts techniques, organisations professionnelles agricoles, et autres acteurs économiques, aux conditions suivantes :

- Les dépenses d'investissement effectuées dans le cadre d'une mission de service public, ou pour les activités propres des chambres d'agriculture, ne pourront être subventionnées au-delà du taux de 70%, ni faire l'objet d'une prestation de service, ni donner lieu à des prestations de nature économique, par le bénéficiaire ou ses partenaires.

## **ARTICLE 2 : MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION**

### ARTICLE 2.1 : Elaboration du programme d'actions

Un programme d'actions opérationnel pour l'achat et le test d'équipements et de matériels innovants, conforme aux objectifs ci-dessus, est arrêté d'un commun accord entre les signataires de la présente convention, et présenté en annexe 1.A.

Toute évolution de ce programme est soumise à validation du comité de pilotage de la présente convention.

Toute nouvelle action est soumise à l'approbation de la commission permanente du Conseil Régional.

### ARTICLE 2.2 : Comité de pilotage

Le comité de pilotage de la présente convention est composé :

- de la vice-présidente en charge de l'agriculture et des services en charge de l'agriculture
- du président et du directeur de la chambre d'agriculture, et autant que de besoin des experts sur simple demande des membres de ce comité.

Il examine les comptes rendus d'activités techniques et financiers des travaux réalisés et les projets de modification du programme d'actions présenté en annexe 1.A. Il valide les plans de financement définitifs des actions.

Il se réunit au minimum une fois par an, et peut aussi être réuni à la demande de l'un de ses membres pour orienter la mise en œuvre de la présente convention.

La Chambre d'Agriculture prépare les réunions du comité de pilotage en lien avec les services de la Région, et assure son secrétariat.

### ARTICLE 2.3 : Comité technique

Ce comité assure le suivi technique des actions d'investissement réalisées dans le cadre de la présente convention, ainsi que le lien avec les autres programmes de recherche-expérimentation dans les domaines visés.

Il est composé : des services de la Chambre d'Agriculture, de la Région, d'organismes de recherche et d'enseignements, d'instituts techniques partenaires le cas échéant.

Il s'agit d'un organe de réflexion, de conseil et de proposition.

La Chambre d'Agriculture prépare les réunions du comité technique en lien avec les services de la Région, et assure son secrétariat.

Il se réunit au minimum une fois par an et peut aussi être réuni à la demande de l'un de ses membres pour orienter la mise en œuvre de la présente convention.

### **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE**

La Chambre d'agriculture s'engage à :

#### **3.1 : Exécution du programme d'actions**

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le programme de soutien à l'innovation dans les exploitations agricoles d'Île-de-France dont le contenu est précisé dans l'annexe technique 1.A ; il associe également la Région dans le cadre de l'organisation mise en place autour du soutien à l'innovation.

#### **3.2 : Obligations administratives et comptables**

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

#### **3.3 : Obligations en matière de communication**

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, la Chambre d'Agriculture s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

*Présence de la mention :*

La Chambre d'Agriculture s'engage à apposer la mention Action financée par la région Île-de-France sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

### *Apposition du logotype*

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos).

De la même façon, le logotype est positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Île-de-France ([www.iledefrance.fr](http://www.iledefrance.fr)).

L'utilisation du logotype se fait conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés sont transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

### *Evènements :*

La Chambre d'Agriculture s'engage à porter à la connaissance des services de la région Île-de-France les dates prévisionnelles de tous les événements liés à l'aide régionale attribuée et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant. Ceux-ci respectent les usages et préséances protocolaires, en font figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et réservent à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet est établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

### *Relations presse / relations publiques :*

La Chambre d'Agriculture s'engage à porter à la connaissance de la région Île-de-France (Réfèrent communication du Pôle Agriculture, Ruralité et Transition écologique) les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

### *Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :*

La Chambre d'Agriculture s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale...

Dans ce cadre, la Chambre d'Agriculture autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

### *Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :*

Les services de la Région contrôlent la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention sont transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs prennent les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité événementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings...).

### **3.4 : Obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité**

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

### **3.5 : Obligations en matière d'éthique et de risque d'atteinte à la probité**

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### **3.6 : Obligations relatives au recrutement de stagiaire(s) ou alternant(s)**

Le nombre de stagiaires a été fixé à l'issue d'une concertation préalable entre la Région et la Chambre d'Agriculture dans le cadre de l'adoption de la convention triennale 2022-2024, sur la base des subventions régionales allouées en 2021.

Au titre de l'ensemble des conventions qui la lie à la Région, la Chambre d'Agriculture s'engage à recruter 11 stagiaires par an selon les critères, rappelés en annexe, fixés par la Région dans le cadre de la délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016, également jointe en annexe à la présente convention. La Chambre d'Agriculture saisit ces offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Cet engagement de recrutement est mis en œuvre annuellement à compter de la date du vote de la convention triennale 2022-2024, à savoir le 7 juillet 2022.

## **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA REGION**

La Région s'engage à soutenir financièrement la Chambre d'Agriculture par le versement d'une subvention pour la réalisation des actions définies dans l'annexe 1. La gouvernance du programme, ainsi que les modalités de gestion financière sont détaillées dans l'annexe 2 de la présente convention.

La fiche projet jointe à la présente convention, décrivant les actions subventionnées et le calcul de la subvention, a une valeur contractuelle entre la Région et le bénéficiaire.

## **ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et des conditions suivantes.



## ARTICLE 5.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la présidente du Conseil régional, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

## ARTICLE 5.2 : MODALITES DE VERSEMENT

### ARTICLE 5.2.1 : ECHEANCIER ET DEMANDES DE VERSEMENT

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % du montant de la subvention.

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

### ARTICLE 5.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des paiements effectués au titre de l'action, le nom du bénéficiaire et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

## ARTICLE 5.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué en annexe 1.B de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

#### **ARTICLE 5.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date d'attribution de la subvention au bénéficiaire.

Les affectations en Commission permanente préciseront pour chaque action nouvelle la date de prise en compte de dépenses.

#### **ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 21 septembre 2023 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 5.1 de la présente convention.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou, à défaut, en cas d'application des règles de caducité figurant à l'article 5.1.

#### **ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations de la présente convention par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé par le comité de pilotage du programme de soutien à l'innovation dans les exploitations agricoles franciliennes mentionné à l'article 2. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision. En toute hypothèse, cette décision ne pourra pas prévoir une date de résiliation rétroactive.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région si cette subvention ne correspond à aucun frais engagé ou service effectivement rendu par la Chambre d'Agriculture.

#### **ARTICLE 8 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

## **ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

## **ARTICLE 10 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

### **10.1. Objet**

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la région Île-de-France (ci-après, « la Région ») et la Chambre d'Agriculture (ci-après « le Responsable Conjoint ») sont qualifiés de Responsables de traitement « conjoints ». La Région et le Responsable Conjoint sont dénommés ensemble les « Parties ».

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les Parties déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel objet du présent marché.

La présente clause a pour objet de déterminer les obligations respectives des Parties dans le cadre de la présente et de définir les responsabilités de la Région et de la Chambre d'Agriculture concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

### **10.2. Obligations respectives des responsables conjoints**

#### **10.2.1 Finalités du traitement**

La Région et le Responsable Conjoint déterminent conjointement les finalités principales du traitement, à savoir : l'investissement dans du matériel agricole innovant à des fins d'expérimentation et de tests pour diffusion auprès des agriculteurs par la suite

#### **10.2.2 Moyens du traitement**

La notion de moyen recouvre tant les moyens matériels, logiciels ou encore de ressources humaines affectées à la gestion du traitement concerné par le présent contrat.

La Région et le Responsable Conjoint définissent conjointement les moyens du traitement suivants :

- Collecte et partage entre les Parties de listes de diffusion pour les actions définies conjointement
- Collecte et partage entre les Parties de feuilles d'émargement et de listes de participants aux actions définies conjointement

- Partage entre les Parties de listes d'entreprises participantes au contrat de filière, et/ou à des projets collectifs

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

### 10.2.3 Données traitées

#### Données courantes

- x Etat civil, identité, données d'identification, images
- x Données de connexion (logs, adresse IP, etc.)
- ☐ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, diplômes, niveau d'études, etc.)
- x Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale, RIB, etc.)
- ☐ Données de localisation (déplacements, données GPS, données GSM, etc.)
- x Autres, préciser : mail, téléphone

#### Données sensibles ou à caractère hautement personnel

- ☐ Données relevant de la prétendue origine raciale ou ethnique
- ☐ Données révélant des opinions politiques
- ☐ Données révélant des convictions religieuses ou philosophiques
- ☐ Données révélant l'appartenance syndicale
- ☐ Données génétiques
- ☐ Données biométriques aux fins d'identifier de manière unique une personne
- ☐ Données concernant la santé
- ☐ Données concernant l'orientation sexuelle ou la vie sexuelle
- ☐ Données relatives aux condamnations pénales ou aux infractions
- ☐ Numéro d'identification dans un registre national unique (NIR)

### 10.2.4 Catégories de personnes concernées

Les personnes concernées sont :

- x Agents régionaux
- ☐ Mineurs
- ☐ Particuliers
- x Autres, préciser : représentants de personnes morales

### 10.2.5 Opérations de traitement et usages

Les Parties peuvent réaliser chacune les opérations suivantes sur les données :

- Collecte de données
- Enregistrement de données
- Organisation de données
- Structuration de données
- Conservation de données
- Adaptation ou modification de données
- Extraction de données
- Consultation de données
- Utilisation de données
- Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition)
- Rapprochement de données
- Effacement de données
- Destruction de données

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

### **10.3. Respect des obligations légales**

#### **10.3.1 Durée de conservation**

La définition de la durée de conservation des données est confiée à la Région et au Responsable Conjoint.

#### **10.3.2 Information des personnes concernées**

Les conditions et modalités pour satisfaire aux obligations légales d'information des personnes concernées sont mises en oeuvre par le Responsable Conjoint.

#### **10.3.3 Droit d'accès, de rectification ou d'effacement**

Les conditions de mise en oeuvre du droit à la limitation du traitement sont mises en oeuvre par la Région et le Responsable Conjoint.

#### **10.3.4 Droit à la limitation**

Les conditions de mise en oeuvre du droit à la limitation du traitement sont mises en oeuvre par la Région et les Responsable Conjoint.

#### **10.3.5 Droit d'opposition**

Les conditions de mise en oeuvre du droit d'opposition sont mises en oeuvre par la Région et le Responsable Conjoint.

#### **10.3.6 Droit à la portabilité**

Les conditions pour satisfaire au droit à la portabilité des données et à son exercice sont mises en oeuvre par la Région et le Responsable Conjoint.

#### **10.3.7 Mesures de sécurité**

Les mesures de sécurité, d'accès et de traçabilité sont définies par la Région et les Responsable Conjoint.

La Région et le Responsable Conjoint sont responsables de la protection et de la sécurisation des moyens mis en oeuvre pour accéder au traitement (code d'accès ou autre solution).

La Région et le Responsable Conjoint ont, par ailleurs, pour mission de :

- procéder à la définition et la mise en oeuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

- procéder aux tests, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles de nature à assurer la sécurité du traitement.

Les mesures de sécurité et politique associées seront mises à jour régulièrement par la Région et le Responsable Conjoint qui notifieront les changements par tout moyen qu'ils estiment approprié, privilégiant la voie électronique (accès en ligne ou envoi par courrier électronique).

### **10.4. Coopération avec les autorités de contrôle**

Chacune des Parties est en charge pour elle-même des relations avec la Cnil pour les traitements objet de la présente clause.

En cas de contrôle directement réalisé auprès de l'une des Parties par l'autorité de contrôle, cette dernière doit satisfaire au contrôle et collaborer avec l'autorité de contrôle et aviser l'autre Partie dès qu'elle a connaissance de l'existence d'un contrôle ou toute autre démarche engagée par une autorité de contrôle.

### **10.5. Registre des activités de traitement**

Chacune des Parties s'engage à intégrer les traitements pour les traitements objet de la présente clause dans son registre des activités de traitement.

Le registre des activités de traitement doit comporter les informations suivantes :

- le nom et les coordonnées du responsable du traitement et du responsable conjoint du traitement, du représentant du responsable du traitement et du délégué à la protection des données éventuellement désigné ;
- les finalités du traitement ;
- une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel ;
- les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales ;
- le cas échéant, les transferts de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris leur identification respective et, dans le cas des transferts vers des pays ne bénéficiant pas d'un niveau de protection adéquat, les documents attestant l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

### **10.6. Violation de sécurité**

La Région et le Responsable Conjoint sont en charge du traitement des éventuelles violations de sécurité.

La Région et les Responsables Conjointes ont pour tâche :

- de prendre les mesures adaptées ;
- de tenir le registre des violations ;
- d'assumer les notifications éventuelles avec l'autorité de contrôle ;
- d'organiser s'il y a lieu la communication auprès des personnes concernées.

Le Responsable Conjoint met en œuvre sans délai les mesures et démarches qui lui seront communiquées par la Région.

Chacune des Parties doit aviser sans délai l'autre Partie de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation.

### **10.7. Point de contact**

Il appartient à chacune des Parties de définir un point de contact en interne avec l'autre partie. Le point de contact choisi sera également le point de contact des personnes concernées.

### **10.8. Collaboration**

Les Parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leurs relations.

Chacune des Parties s'engage à maintenir une collaboration active et régulière en remettant à l'autre les éléments et documents nécessaires de nature à lui permettre de répondre à ses obligations.

Les Parties s'engagent à se tenir réciproquement informées de toute difficulté relative au traitement.

### **10.9. Communication des grandes lignes**

La Région et le Responsable Conjoint définissent les conditions dans lesquelles les Parties satisfont au respect des obligations visées par la réglementation en matière de protection des données qui impose que soient communiquées aux personnes concernées les grandes lignes du présent contrat :

- l'identité des responsables du traitement ;
- les finalités et moyens du traitement ;
- les données traitées ;
- les obligations de chaque responsable de traitement ;
- le point de contact pour les personnes concernées par le traitement.

### **10.10. Garanties**

Nonobstant les dispositions de la réglementation en vigueur relatives à la responsabilité solidaire des Parties, chaque Partie est garantie vis-à-vis de l'autre des obligations souscrites au titre des présentes et assumera seule les conséquences de ses manquements.

La Partie défaillante devra réparer les dommages subis par l'autre.

### **10.11. Sous-traitance**

Chacune des Parties est en droit de faire appel pour tout ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet du présent contrat à un sous-traitant.

Cette opération de sous-traitance donnera lieu à la signature d'un contrat comportant des garanties équivalentes au présent contrat s'agissant des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en oeuvre par le sous-traitant. Ce contrat comportera notamment les mêmes obligations que celles prévues au présent contrat en matière de protection des données à caractère personnel. La Partie procédant à cette opération de sous-traitance veille à s'assurer que le sous-traitant choisi présente des garanties quant à la mise en oeuvre de mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées en matière de protection des données.

La Partie procédant à la sous-traitance de toute ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet du présent contrat reste seule responsable des opérations de traitement réalisées par son sous-traitant.

## **ARTICLE 11 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et les annexes suivantes :

Annexe 1 : Programme d'actions présentant le détail des actions mises en oeuvre dans le cadre de la présente convention ;

Annexe 2 : Financement et gestion du programme de soutien à l'innovation dans les exploitations agricoles d'Île-de-France ;

Fait en deux exemplaires à Saint-Ouen-Sur-Seine,

Le

Le

Pour la région Île-de-France,  
la Présidente,

Pour la Chambre d'Agriculture  
de Région Île-de-France,  
le Président,

Valérie PECRESSE

Christophe HILLAIRET



## **ANNEXE 1 : ACTIONS MENEES**

### A. Programme d'actions

#### **Axe 1 : Soutenir le plein développement des nouvelles technologies dans l'agriculture pour accroître la performance économique et environnementale des exploitations franciliennes**

##### *1.1 – Soutenir le développement d'outils d'aide à la décision et de capteurs adaptés aux conditions agricoles*

Cet axe s'articulera autour des actions suivantes :

- Optimiser la fertilisation azotée
- Assurer le bien-être animal par le biais de technologies numériques
- Optimiser les systèmes d'exploitation
- Contribuer au développement de la Ferme Pilote Innovation (91) et au projet de Bressonvilliers

##### *1.2 – Contribuer à la lutte contre le dérèglement climatique, au développement de la biodiversité et des filières bas carbone*

Cet axe permettra notamment :

- l'acquisition de capteurs détecteur de type d'insectes présents dans un champ pour la détection de maladies et la mesure de la biodiversité.
- L'acquisition d'outils de plantations d'arbres, de chantiers de coupe ou déchiquetage (grapin coupeur, etc.).
- de tester des d'outils de semis à la volée de couverts végétaux par drones ou distributeurs sur les moissonneuses batteuses.
- De travailler sur la santé des ruches via l'utilisation de nouveaux compléments alimentaires issus du projet de recherche Apimona
- Dans le cadre du développement de nouvelles filières, de l'amélioration de l'autonomie protéique des exploitations ainsi que de la réduction de l'empreinte carbone, des tests sur les rations pour l'élevage d'insectes peuvent être mis en place en investissant dans de micro-usines.

##### *1.3 – Lutte contre les ravageurs*

Cet axe permettra notamment la mise en test de solutions d'effarouchement.

##### *1.4 – Nouvelle forme d'organisation d'entreprise*

Cet axe permettra la mise en test d'outils de gestion du temps de travail et d'outils permettant l'automatisation de certaines tâches (exemple : automatisation de systèmes d'attelage)

#### **Axe 2 : Accompagner les projets innovants pour une meilleure structuration des filières franciliennes, et le développement de nouveaux modes de commercialisation des produits**

### *2.1 – Mettre à profit les nouvelles technologies pour le développement des circuits courts*

Cet axe s'articulera autour de la mise en place de nouveaux modes de transformation et commercialisation de produits locaux.

### *2.2 – Développer des outils de transformation*

Cet axe permettra la mise en test de matériel de tri, conditionnement et transformation de différents produits agricoles (exemple : trieur optique de pommes de terre)

### *2.3 – Contribuer au développement des bioénergies*

Cet axe permettra la mise en test de solutions en méthanisation permettant le suivi réglementaire, une amélioration de la performance et un meilleur approvisionnement des unités (logiciels d'exploitation d'une unité de méthanisation, maintenance prédictive, maîtrise des consommations énergétiques, suivi biologique, digitalisation et traçabilité des flux, bâches d'ensilage biodégradables et méthanisables).

## **Axe 3 : Equiper la Chambre d'agriculture en outils innovants pour un conseil de pointe à la portée des agriculteurs**

### *3.1 – Développer le maillage territorial et les synergies entre les exploitations*

Cet axe sera réalisé à travers les deux actions suivantes :

- Renouvellement du parc de stations météo et développement d'outils d'analyse/appropriation des données à l'échelle du territoire
- Déploiement du parc de balances connectées en apiculture
- Acquisition de matériel d'irrigation plus économe/efficient en eau : goutte-à-goutte, micro-aspiration, pour les exploitations franciliennes. Réalisation d'études de réseaux de réutilisation d'eaux usées ainsi que sur des dispositifs de récupération et stockage des eaux de pluie.

### *3.2 – Réaliser des investissements innovants pour un conseil de pointe aux agriculteurs*

Cet axe permettra notamment l'acquisition et la mise en test de logiciels pour faciliter la gestion des baux ruraux pour accompagner l'agriculteur face à la démultiplication du nombre de baux et de propriétaires.

### *3.3 – Accélérer le développement de la robotique agricole par l'évaluation de technologies récentes*

Cet axe sera réalisé notamment par l'acquisition de robots solution pour les exploitations en transition vers le bio et pour favoriser la réduction des intrants. Cela permettra également de faire du site de Bressonvilliers un site reconnu en matière d'innovation.

## **Axe 4. Contribuer à favoriser l'émergence de solutions innovantes en accompagnant les startups pour faire de la région francilienne une Smart région**

### *4.1 Appui au projet de site dédié à l'Innovation sur le site de Bressonvilliers*

## B. Partenaires et taux de financement applicables

<b>Action</b>	<b>Partenaires financiers (sous réserve de contractualisation) <sup>1</sup></b>	<b>Ventilation indicative et prévisionnelle de la subvention</b>
1.1 Soutenir le plein développement des nouvelles technologies dans l'agriculture	Start-up, Arvalis, Chambre d'agriculture de Région Île-de-France	300 000 €
1.2 Contribuer à la lutte contre le dérèglement climatique, au développement de la biodiversité et aux filières bas carbone	Chambre d'agriculture de Région Île-de-France	100 000 €
1.3 Lutte contre les ravageurs	Start-up, Chambre d'agriculture de Région Île-de-France, AgroParisTech	10 000 €
1.4 Nouvelle forme d'entreprise	Start-up, Chambre d'agriculture de Région Île-de-France,	45 000 €
2.1 Mettre à profit les nouvelles technologies pour les développements des circuits courts	Start-up, Chambre d'agriculture de Région Île-de-France,	60 000 €
2.2 Développer des outils de transformation	Start-up, Chambre d'agriculture de Région Île-de-France, FRCuma	60 000 €
2.3 Contribuer au développement des énergies vertes ou nouvelles	Start-up, Chambre d'agriculture de Région Île-de-France,	60 000 €
3.1 Développer le maillage territorial et les synergies entre les exploitations	Start-up, Chambre d'agriculture de Région Île-de-France,	120 000 €
3.2 Réaliser des investissements innovants pour un conseil de pointe aux agriculteurs	Start-up, Chambre d'agriculture de Région Île-de-France, FRCuma	55 000 €
3.3 Accélérer le développement de la robotique agricole par l'évaluation de technologies récentes	Start-up, Chambre d'agriculture de Région Île-de-France, Ferme Digitale	200 000 €
4.1 Appui au projet de site dédié à l'innovation Bressonvilliers	Start-up, Chambre d'agriculture de Région Île-de-France, Ferme Digitale	10 000 €

Les actions d'expérimentation sur ces thématiques donnant lieu à une publication des résultats accessible auprès de l'ensemble des acteurs économiques du territoire pourront être financées à hauteur de 70%.

<sup>1</sup> Sous réserve de contractualisation

## **ANNEXE 2 : FINANCEMENT ET GESTION DU PROGRAMME DE SOUTIEN A L'INNOVATION DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES D'ÎLE-DE-FRANCE**

La participation financière apportée par la Région est de 1 000 000 €.

Le comité de pilotage du programme fixe les enveloppes budgétaires allouées aux actions du programme. Pour chaque action validée par le comité de pilotage, des conventions particulières sont établies par la Chambre d'Agriculture – pour le compte de l'ensemble des établissements parties-prenantes – avec les porteurs de projets après validation par les services de la Région Île-de-France.

Le programme de soutien à l'innovation peut accueillir et financer des projets portés par des partenaires qui ne sont pas signataires de la présente convention. Les organismes de recherche et d'enseignement, instituts techniques, organisations professionnelles agricoles, et autres acteurs économiques peuvent également être impliqués en tant que partenaires dans ces projets et peuvent recevoir des financements à ce titre.

### Liste des dépenses éligibles pour la Région Ile de France :

- Des études préalables à des investissements, et des prestations d'ingénierie ;
- Des acquisitions ayant le caractère d'immobilisation.

### Collecte des fonds

La Chambre d'Agriculture, responsable du programme de soutien à l'innovation dans les exploitations agricoles, perçoit chaque année la subvention de la Région Île-de-France sur la base des propositions adoptées en commission permanente du Conseil régional.

La Chambre d'Agriculture gère directement les fonds réservés au programme selon les indications du comité de pilotage.

La Chambre d'Agriculture se charge ensuite de reverser ces fonds aux établissements partenaires contribuant à chacun des projets sélectionnés selon les modalités définies dans chacune des conventions particulières.

Les versements sont effectués sur le compte bancaire ouvert au nom de l'agent comptable de la Chambre d'Agriculture, dont les coordonnées sont les suivantes :

## **Annexe 2 - Fiches projets Agriculture**

**DOSSIER N° 23006772 - CONVENTION CHAMBRE "INNOVATION" - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE**

**Dispositif** : Convention chambres "Innovation" (n° 00000980)

**Délibération Cadre** : CR203-16 du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 906-6312-20415331-163008-1700

Action : 16300801- Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention chambres "Innovation"	1 428 571,00 € HT	70,00 %	1 000 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		1 000 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE  
REGION ILE DE FRANCE

Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU  
75008 PARIS

Statut Juridique : Organisme Consulaire

Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 21 septembre 2023 - 21 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'innovation est un levier incontournable pour faire de l'Île-de-France une smart-région, pionnière, dotée d'une agriculture de pointe, moderne, économe de ses moyens et de son empreinte.

Le programme de soutien à l'innovation de la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France vise, en partenariat avec les centres techniques, les organes de recherche, les partenaires économiques et les agriculteurs, à maintenir la compétitivité et la performance des producteurs franciliens, en favorisant l'émergence de nouvelles technologies et l'appropriation et la diffusion rapide de ces dernières.

La Chambre d'Agriculture fait ainsi l'acquisition de divers équipements et matériels innovants au titre de ses activités d'expérimentation sur sa plateforme agricole expérimentale, comme par exemple :

- Robots "FarmDroid FD20"
- Stations météo
- Ecorobotix
- Innovations méthanisation
- Stations météo dernière génération
- Raindancer

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériels et Equipements agricoles	1 428 571,00	100,00%
Total	1 428 571,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	1 000 000,00	70,00%
Autofinancement	428 571,00	30,00%
Total	1 428 571,00	100,00%

**DOSSIER N° 23007389 - SOUTIEN AUX PRESTATIONS DE CONSEIL A L'INSTALLATION-TRANSMISSION - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE**

**Dispositif** : Agrément des structures de conseil à l'installation-transmission (n° 00001184)

**Délibération Cadre** : CP2018-151 du 19/09/2018

**Imputation budgétaire** : 936-6312-657382-163009-1700

Action : 16300901- Appui à la transmission reprise des exploitations agricoles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Agrément des structures de conseil à l'installation-transmission	5 809,50 € HT	77,46 %	4 500,00 €
Montant total de la subvention			4 500,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE  
REGION ILE DE FRANCE  
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU  
75008 PARIS  
Statut Juridique : Organisme Consulaire  
Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 21 septembre 2023 - 21 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Il est proposé d'accompagner 3 candidats à l'installation-transmission dans le cadre du volet 3 "suivi du nouvel exploitant".

L'aide est de 1 500 € par candidat à la reprise d'une exploitation agricole.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Détail du calcul de la subvention :**

80% du coût de la prestation individuelle, plafonnée à 1500€ par bénéficiaire final (candidat à l'installation-transmission bénéficiant de la prestation)

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER



<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Prestations de conseil (volet 3)	5 809,50	100,00%	Région Île-de-France	4 500,00	77,46%
Total	5 809,50	100,00%	Candidats à l'installation	1 309,50	22,54%
			Total	5 809,50	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
SA.40979 (2015/XA) (agriculture) adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier  
702/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1er juillet 2014, relatif à : aides au transfert  
de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2015-2020

### **Annexe 3 - Règlement d'intervention de l'Aide régionale en faveur de l'agriculture biologique 2023**

## **REGLEMENT D'INTERVENTION**

### **Aide régionale en faveur de l'agriculture biologique 2023**

#### **I. OBJECTIFS DU DISPOSITIF**

Après une croissance importante jusqu'en 2020 (consommation multipliée par 3,5 en 10 ans), l'agriculture biologique a rarement connu pire conjoncture économique : baisse inédite de la consommation des produits bio à partir de 2021, qui s'est accentuée en 2022. Selon l'institut d'études spécialisé IRI, à la fin octobre 2022, la baisse des ventes sur un an s'élevait à près de 5 %.

Les raisons sont multiples parmi lesquelles la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs depuis le début de la guerre en Ukraine. Selon l'INSEE, en France, l'inflation a atteint 5,2% sur un an en janvier 2023, ce qui se répercute sur la consommation en produits bio.

En plus de la baisse de la demande en produits biologiques, l'inflation entraîne des coûts supplémentaires pour les exploitations qui peinent à rentabiliser leur production. Au regard de cet effet ciseau dû à la concomitance d'une hausse des charges et baisse des recettes, il convient d'être particulièrement vigilant quant au risque de déconversion des exploitations aujourd'hui engagées en bio.

C'est pourquoi la Région se propose d'intervenir pour contribuer à la réponse apportée aux difficultés les plus urgentes rencontrées par les exploitations en agriculture biologique, en complément de l'aide forfaitaire déjà apportée par l'Etat à la fin du premier semestre 2023.

#### **II. CHAMP DE LA MESURE**

Ce dispositif est mobilisé de manière exceptionnelle en réponse à la crise conjoncturelle traversée par le secteur de l'agriculture biologique ces derniers mois.

#### **III. DEFINITION DES BENEFICIAIRES ET CONDITIONS D'ELIGIBILITE**

Sont éligibles les exploitations agricoles, quel que soit leur statut juridique, et personnes morales ayant pour objet l'activité agricole, détenues à 50% ou plus par des exploitants agricoles à titre principal, ayant leur siège en Ile-de-France, et ayant bénéficié d'une aide au titre de l'aide d'urgence à l'agriculture biologique de l'Etat.

L'aide ciblant les agriculteurs engagés en agriculture biologique, il est, de plus, nécessaire de remplir les conditions suivantes :

- Détenir un certificat « agriculture biologique » au titre de 2023 ou à défaut 2022 ;
- Tirer 80 % de ses recettes d'activités agricoles du mode de production biologique ;
- Ne pas bénéficier d'une aide à la conversion à l'agriculture biologique (CAB) sur plus de 10 % de la SAU, sauf si elle a pour but un agrandissement ou une conversion non simultanée visant à atteindre 100 % bio sur l'exploitation et concernant moins de 50 % de la SAU (dans ce dernier cas, il doit s'agir au moins de la 4ème année de conversion).

Les exploitations doivent respecter le plafond d'aide prévu au titre du règlement *de minimis* agricole, à savoir 20 000 € par exploitation, qui comprend toutes les aides de *de minimis* perçues pendant les trois dernières années, quel que soit l'organisme public ayant versé cette aide. Une attestation faisant état des aides perçues au titre du règlement *de minimis* agricole sera demandée lors du dépôt de la demande.

#### **IV. BASE REGLEMENTAIRE**

Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture, modifié par le règlement (UE) 2019/316 de la Commission du 21 février 2019.

Article L 1511-2 du code général des collectivités territoriales.

#### **V. CALCUL DE L'AIDE**

Sur la base des informations issues de la pré-instruction des demandes réalisée par les services de l'Etat et de l'enveloppe que la Région a décidé de mobiliser, il est proposé de verser les montants suivants :

- Une aide plancher de 2 300 €,
- Une bonification pour les exploitations présentant un atelier d'élevage de 1 700 €.

Les GAEC bénéficient du principe de transparence, édicté à l'article L. 323-13 du code rural et de la pêche maritime, qui permet à leurs associés de conserver les droits auxquels ils auraient pu prétendre s'ils étaient restés chefs d'exploitation à titre individuel, en matière fiscale, sociale et économique.

Pour chaque exploitation, le montant de l'aide régionale est également plafonné au montant maximal d'aide qui peut être alloué dans le cadre du règlement *de minimis* agricole.

Le montant minimum d'aide est de 2 300 €. L'aide est plafonnée à 4 600 € maximum.

L'enveloppe maximale allouée au dispositif s'élève à 70 000 €.

#### **VI. INSTRUCTION ET VERSEMENT DE L'AIDE.**

Les dossiers sont déposés auprès des services de l'Etat qui les pré-instruits.

L'attribution des aides est effectuée par la présidente du conseil régional en application de son pouvoir d'exécution des délibérations (Article L4231-1 du code général des collectivités territoriales).

Les dossiers comportent les pièces suivantes :

- Certificat agriculture biologique 2023 (à défaut 2022) ;
- Copies des emprunts à court terme ou attestations d'emprunt à court terme de la banque
- Copies des crédits de fournisseurs ou attestations de crédits de fournisseurs
- Extraits de compte de novembre 2022, décembre 2022 et janvier 2023
- Déclaration sur l'honneur détaillant les aides perçues au titre du règlement *de minimis* agricole et attestant que le bénéficiaire s'engage à respecter les plafonds d'aide publique fixés dans le cadre de ce règlement ;
- Relevé d'identité bancaire au nom de l'exploitation et à l'adresse du siège social ;
- Formulaire signé de demande de subvention complémentaire pour les exploitants ayant déjà bénéficié d'une aide d'urgence bio de l'Etat en 2023.

Sur la base des montants forfaitaires arrêtés pour l'aide exceptionnelle aux producteurs et après signature du formulaire de demande de subvention, les services de l'Etat transmettent à la Région, selon un format qu'elle leur communiquera :

- La liste des exploitants proposés au bénéfice de l'aide en précisant pour chacun le montant de l'aide envisagée ;
- La déclaration sur l'honneur relative au règlement *de minimis* agricole ;
- Le RIB des exploitants.

L'aide fait l'objet d'un versement unique par la Région, sur la base de la notification individuelle de l'aide adressée à chaque bénéficiaire.

Le montant de l'aide attribuée est susceptible d'être révisé dans le cadre de contrôles des pièces comptables, administratives et justificatives. Les sommes non justifiées ou indûment versées donnent lieu à un reversement après émission d'un titre de recettes par la Région.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

## **Annexe 4 - Règlement d'intervention Soutien exceptionnel Grêle 2023**

## **REGLEMENT D'INTERVENTION**

### **Aide régionale « grêle » 2023**

#### **I. OBJECTIFS DU DISPOSITIF**

Début juillet 2023, les départements des Yvelines et du Val-d'Oise ont été gravement touchés par de violents orages de grêle, entraînant des conséquences dramatiques sur les cultures de bon nombre d'agriculteurs, conduisant parfois à une perte totale de leur récolte.

Les contrats d'assurance souscrits par les agriculteurs ne leur permettront pas une couverture à la hauteur des pertes engendrées, ce qui grève lourdement leur trésorerie.

Or, dans le contexte actuel, climatique et géopolitique, l'enjeu de sécurité alimentaire est de plus en plus prégnant : la Région propose ainsi de déployer un dispositif pour accompagner ces agriculteurs au travers d'une aide de trésorerie.

Cela permettra de soutenir les agriculteurs pour la remise en place de certaines productions sur les surfaces cultivées dont la culture a été dégradée.

#### **II. CHAMP DE LA MESURE**

Ce dispositif est mobilisé de manière exceptionnelle à la suite de l'épisode de grêle survenu en juillet 2023. Il s'agit d'une aide en fonctionnement.

#### **III. DEFINITION DES BENEFICIAIRES ET CONDITIONS D'ELIGIBILITE**

Sont éligibles les exploitations agricoles, quel que soit leur statut juridique, et personnes morales ayant pour objet l'activité agricole et détenues à 50% ou plus par des exploitants agricoles à titre principal, et ayant leur siège en Ile-de-France.

Afin de prioriser les agriculteurs les plus touchés et ceux qui se sont engagés dans une démarche assurantielle, les critères suivants sont fixés :

- Pour bénéficier de l'aide, les bénéficiaires doivent avoir au minimum 40% de leur surface agricole utile (SAU) qui a été grêlée.
- Seuls les agriculteurs assurés contre la grêle pourront prétendre à cette aide. Les justificatifs d'assurance où figurent les surfaces et taux de perte par type de culture devront être joints à la demande.

Les exploitations doivent respecter le plafond d'aide prévu au titre du règlement *de minimis* agricole, à savoir 20 000 € par exploitation, qui comprend toutes les aides *de minimis* perçues pendant les trois dernières années, quel que soit l'organisme public ayant versé cette aide. Une attestation faisant état des aides perçues au titre du régime de *de minimis* agricole sera demandée lors du dépôt de la demande.

#### **IV. BASE REGLEMENTAIRE**

Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture, modifié par le règlement (UE) 2019/316 de la Commission du 21 février 2019.

Article L 1511-2, II du code général des collectivités territoriales.

## **V. CALCUL DE L'AIDE**

L'aide en fonctionnement est plafonnée à 10 000 € maximum. Le montant minimum d'aide est de 5 000 €.

Pour chaque exploitation, le montant de l'aide régionale est également plafonné au montant maximal d'aide qui peut être alloué dans le cadre du régime de *de minimis* agricole.

Le montant de la subvention est forfaitaire et est calculé selon les indices suivants, relatifs aux surfaces touchées :

- 40 % à 60 % de la surface touchée par la grêle : 5 000 €
- 60 % à 80 % de la surface touchée par la grêle : 7 000 €
- 80 % à 100 % de la surface touchée par la grêle : 10 000 €

L'enveloppe maximale allouée au dispositif s'élève à 100 000 €.

## **VI. INSTRUCTION ET VERSEMENT DE L'AIDE :**

L'attribution des aides sera effectuée par la présidente du conseil régional en application de son pouvoir d'exécution des délibérations (Article L4231-1 du code général des collectivités territoriales).

Les dossiers comportent les pièces suivantes :

- Un courrier de demande d'aide formulée auprès de la Région ;
- Une déclaration sur l'honneur concernant les dégâts constatés et les surfaces touchées par la grêle ;
- Les justificatifs d'assurance où figurent les surfaces et le taux de perte ;
- Une déclaration sur l'honneur détaillant les aides perçues au titre du règlement *de minimis* agricole et attestant que le bénéficiaire s'engage à respecter les plafonds d'aide publique fixés dans le cadre de ce règlement ;
- Un relevé d'identité bancaire au nom de l'exploitation et à l'adresse du siège social.

L'aide fait l'objet d'un versement unique par la Région, sur la base de la notification individuelle de l'aide adressée à chaque bénéficiaire.

Le montant de l'aide attribuée est susceptible d'être révisé dans le cadre de contrôles des pièces comptables, administratives et justificatives. Les sommes non justifiées ou indûment versées donnent lieu à un reversement après émission d'un titre de recettes par la Région.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.



## **Annexe 5 - Avenant n° 4 à la convention de délégation de tâches DRIAAF**

**Avenant n° 4 à la convention  
relative à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion  
du Programme de développement rural  
à la Direction régionale et interdépartementale  
de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France  
pour la période de programmation 2014-2022**

- Vu le règlement (UE) n° 2020/2220 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 établissant des dispositions transitoires relatives au soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) en 2021 et 2022, et modifiant les règlements (UE) n°1305/2013, (UE) n° 1306/2013 et (UE) n° 1307/2013 en ce qui concerne les ressources et leur application en 2021 et 2022 et le règlement (UE) n° 1308/2013 en ce qui concerne les ressources et la répartition de ce soutien pour les exercices 2021 et 2022 ;
- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 4221-5 ;
- Vu le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 313-1, L. 313-2, L. 314-1, L. 511-4 et R. 313-13 et suivants ;
- Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment ses articles 78, et 80 à 90 ;
- Vu la loi n° 2014-1170 du 14 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, notamment son article 84 ;
- Vu l'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;
- Vu la convention relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France signée le 14 février 2015, modifiée ;
- Vu la convention relative à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de développement rural à la Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 signée le 24 février 2015, modifiée ;
- Vu la convention régionale de mise à disposition des services de l'Etat chargés de la gestion du fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023, signée le 31 mars 2023 ;
- Vu le relevé de conclusions du Comité État-Régions du 10 novembre 2021 ;

- Vu le Cadre national approuvé par la Commission européenne le 2 juillet 2015, modifié ;
- Vu le Programme de développement rural de la région Île-de-France approuvé par la Commission européenne le 7 août 2015, modifié ;
- Vu la délibération du Conseil régional d'Île-de-France n° CP 2023-301 du 21 septembre 2023 approuvant le présent avenant.

Il est convenu ce qui suit :

### **Entre**

La région Île-de-France, ayant son siège 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE ;

### **Et**

L'État, Préfecture de région Île-de-France, Préfecture de Paris, ayant son siège 5, rue Leblanc - 75015 Paris, représenté par le Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris, Monsieur Marc GUILLAUME.

### **Préambule :**

Depuis la date de prise d'effet de la convention de mise à disposition des services de l'Etat chargés de la gestion du fonds européen agricole pour le développement rural, la Région assure la gestion et l'instruction de l'ensemble des dossiers non soldés en date du 31 mars 2023 pour les mesures FEADER dites non surfaciques.

Auparavant, la Région, en tant qu'autorité de gestion du Programme de Développement Rural de la région Île-de-France pour la période de programmation 2014-2022, délégait l'instruction de certains dispositifs à la DRIAAF. Cette délégation était formalisée dans la convention relative à la délégation de certaines tâches entre la Région et la Préfecture de région Île-de-France.

Ainsi, pour organiser la répartition des missions entre la DRIAAF et la région Île-de-France à partir du 1er avril 2023, un avenant à la convention de délégation de tâches entre la Région et la DRIAAF est nécessaire. Il permettra d'acter que la Région récupère l'instruction des dossiers relevant des mesures FEADER dites non surfaciques. Les autres mesures resteront dans le périmètre des services de l'État.

### **Article 1<sup>er</sup> - Objet du présent avenant :**

Le présent avenant a pour objet de modifier le préambule listant les mesures et sous-mesures du Programme de développement rural pour lesquelles la Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France est désignée guichet-unique – service-instructeur par délégation de la région Île-de-France en vertu de l'article 6.1 de la convention relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France.

Il permettra de transférer l'instruction des dossiers relevant de l'ensemble des sous-mesures HSGC de la Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France à la région Île-de-France, à compter de la date de prise d'effet de la convention régionale de mise à disposition des services.

Il permettra également de préciser les règles de conservation des documents.

## **Article 2 - Modification du préambule :**

Est ajoutée, après la liste des dispositifs HSIGC rappelés, la phrase suivante : « Cette délégation prend fin à la date de prise d'effet de la convention régionale de mise à disposition des services de l'Etat chargés de la gestion du fonds européen agricole pour le développement rural. »

Les autres dispositions du préambule restent inchangées et demeurent applicables.

## **Article 3 – Modification de l'article 3.1 relatif aux obligations du service instructeur délégataire**

Le cinquième alinéa est complété de la façon suivante : « y compris après la date de prise d'effet de la convention de mise à disposition lorsque les opérations de contrôle susmentionnées ont été débutées avant le 31 mars 2023. »

L'alinéa suivant est ajouté : « La conservation des documents des dossiers d'instruction, de demandes d'aide et demandes de paiements pour les dispositifs dont l'instruction était déléguée à la DRIAAF est assurée par la DRIAAF pour l'ensemble des dossiers pour lesquels le dernier paiement est intervenu au plus tard à la date du 31 mars 2023. La durée d'utilité administrative des pièces constitutives des dossiers d'établit à 10 ans à compter du dernier acte de gestion. »

## **Article 4 - Dispositions diverses :**

Les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées et demeurent applicables.

Le présent avenant prend effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023.

Fait sur 3 pages, en 2 exemplaires, à Saint-Ouen-Sur-Seine, le

**Le Préfet  
de la région Île-de-France,  
Préfet de Paris,**

**La Présidente  
du Conseil régional  
d'Île-de-France,**

**Marc GUILLAUME**

**Valérie PECRESSE**

**Annexe 6 - Avenant n° 3 à la Convention de délégation de  
tâches FEADER - DDT 77**

**Avenant n° 3 à la convention  
relative à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion  
du Programme de développement rural  
à la Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne  
pour la période de programmation 2014-2022**

- Vu le règlement (UE) n° 2020/2220 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 établissant des dispositions transitoires relatives au soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) en 2021 et 2022, et modifiant les règlements (UE) n° 1305/2013, (UE) n° 1306/2013 et (UE) n° 1307/2013 en ce qui concerne les ressources et leur application en 2021 et 2022 et le règlement (UE) n° 1308/2013 en ce qui concerne les ressources et la répartition de ce soutien pour les exercices 2021 et 2022 ;
- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 4221-5 ;
- Vu le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 313-1, L. 313-2, L. 314-1, L. 511-4 et R. 313-13 et suivants ;
- Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment ses articles 78, et 80 à 90 ;
- Vu la loi n° 2014-1170 du 14 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, notamment son article 84 ;
- Vu l'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;
- Vu la convention relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France signée le 14 février 2015, modifiée ;
- Vu la convention relative à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de développement rural à la Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne pour la période de programmation 2014-2020 signée le 24 mars 2015, modifiée ;
- Vu la convention régionale de mise à disposition des services de l'Etat chargés de la gestion du fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023, signée le 31 mars 2023 ;
- Vu le relevé de conclusions du Comité État-Régions du 10 novembre 2021 ;
- Vu le Cadre national approuvé par la Commission européenne le 2 juillet 2015, modifié ;
- Vu le Programme de développement rural de la région Île-de-France approuvé par la Commission européenne le 7 août 2015, modifié ;

- Vu la délibération du Conseil régional d'Île-de-France n° CP 2023-301 du 21 septembre 2023 approuvant le présent avenant.

Il est convenu ce qui suit :

### **Entre**

La région Île-de-France, ayant son siège 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE ;

### **Et**

L'État, Préfecture de Seine-et-Marne, ayant son siège 12, rue des Saints-Pères - 77000 Melun, représenté par le Préfet de Seine-et-Marne, Monsieur Lionel BEFFRE.

### **Préambule :**

Depuis la date de prise d'effet de la convention de mise à disposition des services de l'Etat chargés de la gestion du fonds européen agricole pour le développement rural, la Région assure la gestion et l'instruction de l'ensemble des dossiers non soldés en date du 31 mars 2023 pour les mesures FEADER dites non surfaciques.

Auparavant, la Région, en tant qu'autorité de gestion du Programme de Développement Rural de la région Île-de-France pour la période de programmation 2014-2022, déléguait l'instruction de certains dispositifs à la DDT de Seine-et-Marne. Cette délégation était formalisée dans la convention relative à la délégation de certaines tâches entre la Région et la Préfecture de Seine-et-Marne.

Ainsi, pour organiser la répartition des missions entre la DDT de Seine-et-Marne et la région Île-de-France à partir du 1er avril 2023, un avenant à la convention de délégation de tâches entre la Région et la Préfecture de Seine-et-Marne est nécessaire. Il permettra d'acter que la Région récupère l'instruction des dossiers relevant des mesures FEADER dites non surfaciques. Les autres mesures resteront dans le périmètre des services de l'État.

### **Article 1<sup>er</sup> - Objet du présent avenant :**

Le présent avenant a pour objet de modifier le préambule listant les mesures et sous-mesures du Programme de développement rural pour lesquelles la Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne est désignée guichet-unique - service-instructeur par délégation de la région Île-de-France en vertu de l'article 6.1 de la convention relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France.

Il permettra de transférer l'instruction des dossiers relevant de l'ensemble des sous-mesures HSGC de la Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France à la région Île-de-France, à compter de la date de prise d'effet de la convention régionale de mise à disposition des services.

Il permettra également de préciser les règles de conservation des documents

**Article 2 - Modification du préambule :**

Est ajoutée, après la liste des dispositifs HSIGC rappelés, « Cette délégation prend fin à la date de prise d'effet de la convention régionale de mise à disposition des services de l'Etat chargés de la gestion du fonds européen agricole pour le développement rural. »

Les autres dispositions du préambule restent inchangées et demeurent applicables.

**Article 3 – Modification de l'article 3.1 relatif aux obligations du service instructeur délégataire**

Le cinquième alinéa est complété de la façon suivante : « y compris après la date de prise d'effet de la convention de mise à disposition lorsque les opérations de contrôle susmentionnées ont été débutées avant le 31 mars 2023. »

L'alinéa suivant est ajouté : « La conservation des documents des dossiers d'instruction, de demandes d'aide et demandes de paiements pour les dispositifs dont l'instruction était déléguée à la DRIAAF est assurée par la DRIAAF pour l'ensemble des dossiers pour lesquels le dernier paiement est intervenu au plus tard à la date du 31 mars 2023. La durée d'utilité administrative des pièces constitutives des dossiers d'établit à 10 ans à compter du dernier acte de gestion. »

**Article 4 - Dispositions diverses :**

Les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées et demeurent applicables.

Le présent avenant prend effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023.

Fait sur 3 pages, en 2 exemplaires, à Saint-Ouen-Sur-Seine, le

**Le Préfet  
de Seine-et-Marne,**

**La Présidente  
du Conseil régional  
d'Île-de-France,**

**Lionel BEFFRE**

**Valérie PECRESSE**



**Annexe 7 - Avenant n° 3 à la Convention de délégation de  
tâches FEADER - DDT 78**

**Avenant n° 3 à la convention  
relative à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion  
du Programme de développement rural  
à la Direction départementale des territoires des Yvelines  
pour la période de programmation 2014-2022**

- Vu le règlement (UE) n° 2020/2220 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 établissant des dispositions transitoires relatives au soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) en 2021 et 2022, et modifiant les règlements (UE) n° 1305/2013, (UE) n° 1306/2013 et (UE) n° 1307/2013 en ce qui concerne les ressources et leur application en 2021 et 2022 et le règlement (UE) n° 1308/2013 en ce qui concerne les ressources et la répartition de ce soutien pour les exercices 2021 et 2022 ;
- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 4221-5 ;
- Vu le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 313-1, L. 313-2, L. 314-1, L. 511-4 et R. 313-13 et suivants ;
- Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment ses articles 78, et 80 à 90 ;
- Vu la loi n° 2014-1170 du 14 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, notamment son article 84 ;
- Vu l'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;
- Vu la convention relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France signée le 14 février 2015, modifiée ;
- Vu la convention relative à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de développement rural à la Direction départementale des territoires des Yvelines pour la période de programmation 2014-2020 signée le 16 mars 2015, modifiée ;
- Vu la convention régionale de mise à disposition des services de l'Etat chargés de la gestion du fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023, signée le 31 mars 2023 ;
- Vu le relevé de conclusions du Comité État-Régions du 10 novembre 2021 ;
- Vu le Cadre national approuvé par la Commission européenne le 2 juillet 2015, modifié ;
- Vu le Programme de développement rural de la région Île-de-France approuvé par la Commission européenne le 7 août 2015, modifié ;

- Vu la délibération du Conseil régional d'Île-de-France n° CP 2023-301 du 21 septembre 2023 approuvant le présent avenant.

Il est convenu ce qui suit :

### **Entre**

La région Île-de-France, ayant son siège 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE ;

### **Et**

L'État, Préfecture des Yvelines, ayant son siège 1 rue Jean Houdon - 78010 Versailles, représenté par le Préfet des Yvelines, Monsieur Jean-Jacques BROT.

### **Préambule :**

Depuis la date de prise d'effet de la convention de mise à disposition des services de l'Etat chargés de la gestion du fonds européen agricole pour le développement rural, la Région assure la gestion et l'instruction de l'ensemble des dossiers non soldés en date du 31 mars 2023 pour les mesures FEADER dites non surfaciques.

Auparavant, la Région, en tant qu'autorité de gestion du Programme de Développement Rural de la région Île-de-France pour la période de programmation 2014-2022, déléguait l'instruction de certains dispositifs à la DDT des Yvelines. Cette délégation était formalisée dans la convention relative à la délégation de certaines tâches entre la Région et la Préfecture des Yvelines.

Ainsi, pour organiser la répartition des missions entre la DDT des Yvelines et la région Île-de-France à partir du 1er avril 2023, un avenant à la convention de délégation de tâches entre la Région et la Préfecture des Yvelines est nécessaire. Il permettra d'acter que la Région récupère l'instruction des dossiers relevant des mesures FEADER dites non surfaciques. Les autres mesures resteront dans le périmètre des services de l'État.

### **Article 1<sup>er</sup> - Objet du présent avenant :**

Le présent avenant a pour objet de modifier le préambule listant les mesures et sous-mesures du Programme de développement rural pour lesquelles la Direction départementale des territoires des Yvelines est désignée guichet-unique – service-instructeur par délégation de la région Île-de-France en vertu de l'article 6.1 de la convention relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France.

Il permettra de transférer l'instruction des dossiers relevant de l'ensemble des sous-mesures HSIGC de la Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France à la région Île-de-France, à compter de la date de prise d'effet de la convention régionale de mise à disposition des services.

Il permettra également de préciser les règles de conservation des documents.

### **Article 2 - Modification du préambule :**

Est ajoutée, après la liste des dispositifs HSIGC rappelés, la phrase suivante : « Cette délégation prend fin à la date de prise d'effet de la convention régionale de mise à disposition des services de l'Etat chargés de la gestion du fonds européen agricole pour le développement rural. »

Les autres dispositions du préambule restent inchangées et demeurent applicables.

### **Article 3 – Modification de l'article 3.1 relatif aux obligations du service instructeur délégataire**

Le cinquième alinéa est complété de la façon suivante : « y compris après la date de prise d'effet de la convention de mise à disposition lorsque les opérations de contrôle susmentionnées ont été débutées avant le 31 mars 2023. »

L'alinéa suivant est ajouté : « La conservation des documents des dossiers d'instruction, de demandes d'aide et demandes de paiements pour les dispositifs dont l'instruction était déléguée à la DRIAAF est assurée par la DRIAAF pour l'ensemble des dossiers pour lesquels le dernier paiement est intervenu au plus tard à la date du 31 mars 2023. La durée d'utilité administrative des pièces constitutives des dossiers d'établit à 10 ans à compter du dernier acte de gestion. »

### **Article 4 - Dispositions diverses :**

Les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées et demeurent applicables.

Le présent avenant prend effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023.

Fait sur 3 pages, en 2 exemplaires, à Saint-Ouen-Sur-Seine, le

**Le Préfet des Yvelines,**

**La Présidente  
du Conseil régional  
d'Île-de-France,**

**Jean-Jacques BROT**

**Valérie PECRESSE**

+

## **Annexe 8 - Avenant n° 3 à la Convention de délégation de tâches FEADER - DDT 91**

**Avenant n° 3 à la convention  
relative à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion  
du Programme de développement rural  
à la Direction départementale des territoires de l'Essonne  
pour la période de programmation 2014-2022**

- Vu le règlement (UE) n° 2020/2220 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 établissant des dispositions transitoires relatives au soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) en 2021 et 2022, et modifiant les règlements (UE) n° 1305/2013, (UE) n° 1306/2013 et (UE) n° 1307/2013 en ce qui concerne les ressources et leur application en 2021 et 2022 et le règlement (UE) n° 1308/2013 en ce qui concerne les ressources et la répartition de ce soutien pour les exercices 2021 et 2022 ;
- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 4221-5 ;
- Vu le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 313-1, L. 313-2, L. 314-1, L. 511-4 et R. 313-13 et suivants ;
- Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment ses articles 78, et 80 à 90 ;
- Vu la loi n° 2014-1170 du 14 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, notamment son article 84 ;
- Vu l'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;
- Vu la convention relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France signée le 14 février 2015, modifiée ;
- Vu la convention relative à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de développement rural à la Direction départementale des territoires de l'Essonne pour la période de programmation 2014-2020 signée le 13 avril 2015, modifiée ;
- Vu la convention relative à la délégation des missions forestières de la Direction départementale des territoires de l'Essonne à la Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France signée le 16 mai 2018 ;
- Vu la convention régionale de mise à disposition des services de l'Etat chargés de la gestion du fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023, signée le 31 mars 2023 ;
- Vu le relevé de conclusions du Comité État-Régions du 10 novembre 2021 ;
- Vu le Cadre national approuvé par la Commission européenne le 2 juillet 2015, modifié ;
- Vu le Programme de développement rural de la région Île-de-France approuvé par la Commission européenne le 7 août 2015, modifié ;

- Vu la délibération du Conseil régional d'Île-de-France n° CP 2023-301 du 21 septembre 2023 approuvant le présent avenant.

Il est convenu ce qui suit :

### **Entre**

La Région Île-de-France, ayant son siège 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE ;

### **Et**

L'État, Préfecture de l'Essonne, ayant son siège boulevard de France - 91010 Évry-Courcouronnes Cedex, représenté par le Préfet de l'Essonne, Monsieur Bertrand GAUME.

### **Préambule :**

Depuis la date de prise d'effet de la convention de mise à disposition des services de l'Etat chargés de la gestion du fonds européen agricole pour le développement rural, la Région assure la gestion et l'instruction de l'ensemble des dossiers non soldés en date du 31 mars 2023 pour les mesures FEADER dites non surfaciques.

Auparavant, la Région, en tant qu'autorité de gestion du Programme de Développement Rural de la région Île-de-France pour la période de programmation 2014-2022, déléguait l'instruction de certains dispositifs à la DDT de l'Essonne. Cette délégation était formalisée dans la convention relative à la délégation de certaines tâches entre la Région et la Préfecture de l'Essonne.

Ainsi, pour organiser la répartition des missions entre la DDT de l'Essonne et la région Île-de-France à partir du 1er avril 2023, un avenant à la convention de délégation de tâches entre la Région et la Préfecture de l'Essonne est nécessaire. Il permettra d'acter que la Région récupère l'instruction des dossiers relevant des mesures FEADER dites non surfaciques. Les autres mesures resteront dans le périmètre des services de l'État.

### **Article 1 - Objet du présent avenant :**

Le présent avenant a pour objet de modifier le préambule listant les mesures et sous-mesures du Programme de développement rural pour lesquelles la Direction départementale des territoires de l'Essonne est désignée guichet-unique – service-instructeur par délégation de la région Île-de-France en vertu de l'article 6.1 de la convention relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France.

Il permettra de transférer l'instruction des dossiers relevant de l'ensemble des sous-mesures HSI-GC de la Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France à la région Île-de-France, à compter de la date de prise d'effet de la convention régionale de mise à disposition des services.

Il permettra également de préciser les règles de conservation des documents.

### **Article 2 - Modification du préambule :**

Est ajoutée, après la liste des dispositifs HSI-GC rappelés, la phrase suivante : « Cette délégation prend fin à la date de prise d'effet de la convention régionale de mise à disposition des services de l'Etat chargés de la gestion du fonds européen agricole pour le développement rural. »

Les autres dispositions du préambule restent inchangées et demeurent applicables.

**Article 3 – Modification de l'article 3.1 relatif aux obligations du service instructeur délégué**

Le cinquième alinéa est complété de la façon suivante : « y compris après la date de prise d'effet de la convention de mise à disposition lorsque les opérations de contrôle susmentionnées ont été débutées avant le 31 mars 2023. »

L'alinéa suivant est ajouté : « La conservation des documents des dossiers d'instruction, de demandes d'aide et demandes de paiements pour les dispositifs dont l'instruction était déléguée à la DRIAAF est assurée par la DRIAAF pour l'ensemble des dossiers pour lesquels le dernier paiement est intervenu au plus tard à la date du 31 mars 2023. La durée d'utilité administrative des pièces constitutives des dossiers d'établit à 10 ans à compter du dernier acte de gestion. »

**Article 4 - Dispositions diverses :**

Les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées et demeurent applicables.

Le présent avenant prend effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023.

Fait sur 3 pages, en 2 exemplaires, à Saint-Ouen-Sur-Seine, le

**Le Préfet de l'Essonne,**

**La Présidente  
du Conseil régional  
d'Île-de-France,**

**Bertrand GAUME**

**Valérie PECRESSE**

,



## **Annexe 9 - Avenant n° 3 à la Convention de délégation de tâches FEADER - DDT 95**

**Avenant n° 3 à la convention  
relative à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion  
du Programme de développement rural  
à la Direction départementale des territoires du Val-d'Oise  
pour la période de programmation 2014-2022**

- Vu le règlement (UE) n° 2020/2220 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 établissant des dispositions transitoires relatives au soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) en 2021 et 2022, et modifiant les règlements (UE) n° 1305/2013, (UE) n° 1306/2013 et (UE) n° 1307/2013 en ce qui concerne les ressources et leur application en 2021 et 2022 et le règlement (UE) n° 1308/2013 en ce qui concerne les ressources et la répartition de ce soutien pour les exercices 2021 et 2022 ;
- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 4221-5 ;
- Vu le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 313-1, L. 313-2, L. 314-1, L. 511-4 et R. 313-13 et suivants ;
- Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment ses articles 78, et 80 à 90 ;
- Vu la loi n° 2014-1170 du 14 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, notamment son article 84 ;
- Vu l'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;
- Vu la convention relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France signée le 14 février 2015, modifiée ;
- Vu la convention relative à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de développement rural à la Direction départementale des territoires du Val-d'Oise pour la période de programmation 2014-2020 signée le 13 mars 2015, modifiée ;
- Vu la convention régionale de mise à disposition des services de l'Etat chargés de la gestion du fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023, signée le 31 mars 2023 ;
- Vu le relevé de conclusions du Comité État-Régions du 10 novembre 2021 ;
- Vu le Cadre national approuvé par la Commission européenne le 2 juillet 2015, modifié ;

- Vu le Programme de développement rural de la région Île-de-France approuvé par la Commission européenne le 7 août 2015, modifié ;
- Vu la délibération du Conseil régional d'Île-de-France n° CP 2023-301 du 21 septembre 2023 approuvant le présent avenant.

Il est convenu ce qui suit :

### **Entre**

La région Île-de-France, ayant son siège 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE ;

### **Et**

L'État, Préfecture du Val-d'Oise, ayant son siège 5, avenue Bernard Hirsch - 95010 Cergy-Pontoise Cedex, représenté par le Préfet du Val-d'Oise, Monsieur Philippe COURT.

### **Préambule :**

Depuis la date de prise d'effet de la convention de mise à disposition des services de l'Etat chargés de la gestion du fonds européen agricole pour le développement rural, la Région assure la gestion et l'instruction de l'ensemble des dossiers non soldés en date du 31 mars 2023 pour les mesures FEADER dites non surfaciques.

Auparavant, la Région, en tant qu'autorité de gestion du Programme de Développement Rural de la région Île-de-France pour la période de programmation 2014-2022, déléguait l'instruction de certains dispositifs à la DDT du Val d'Oise. Cette délégation était formalisée dans la convention relative à la délégation de certaines tâches entre la Région et la Préfecture du Val d'Oise.

Ainsi, pour organiser la répartition des missions entre la DDT du Val d'Oise et la région Île-de-France à partir du 1er avril 2023, un avenant à la convention de délégation de tâches entre la Région et la Préfecture du Val d'Oise est nécessaire. Il permettra d'acter que la Région récupère l'instruction des dossiers relevant des mesures FEADER dites non surfaciques. Les autres mesures resteront dans le périmètre des services de l'État.

### **Article 1<sup>er</sup> - Objet du présent avenant :**

Le présent avenant a pour objet de modifier le préambule listant les mesures et sous-mesures du Programme de développement rural pour lesquelles la Direction départementale des territoires du Val-d'Oise est désignée guichet-unique – service-instructeur par délégation de la région Île-de-France en vertu de l'article 6.1 de la convention relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France.

Il permettra de transférer l'instruction des dossiers relevant de l'ensemble des sous-mesures HSGC de la Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France à la région Île-de-France, à compter de la date de prise d'effet de la convention régionale de mise à disposition des services.

Il permettra également de préciser les règles de conservation des documents.

**Article 2 - Modification du préambule :**

Est ajoutée, après la liste des dispositifs HSIGC rappelés, la phrase suivante : « Cette délégation prend fin à la date de prise d'effet de la convention régionale de mise à disposition des services de l'Etat chargés de la gestion du fonds européen agricole pour le développement rural. »

Les autres dispositions du préambule restent inchangées et demeurent applicables.

**Article 3 – Modification de l'article 3.1 relatif aux obligations du service instructeur délégataire**

Le cinquième alinéa est complété de la façon suivante : « y compris après la date de prise d'effet de la convention de mise à disposition lorsque les opérations de contrôle susmentionnées ont été débutées avant le 31 mars 2023. »

L'alinéa suivant est ajouté : « La conservation des documents des dossiers d'instruction, de demandes d'aide et demandes de paiements pour les dispositifs dont l'instruction était déléguée à la DRIAAF est assurée par la DRIAAF pour l'ensemble des dossiers pour lesquels le dernier paiement est intervenu au plus tard à la date du 31 mars 2023. La durée d'utilité administrative des pièces constitutives des dossiers d'établit à 10 ans à compter du dernier acte de gestion. »

**Article 4 - Dispositions diverses :**

Les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées et demeurent applicables.

Le présent avenant prend effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023.

Fait sur 3 pages, en 2 exemplaires, à Saint-Ouen-Sur-Seine, le

**Le Préfet du Val-d'Oise,**

**La Présidente  
du Conseil régional  
d'Île-de-France,**

**Philippe COURT**

**Valérie PECRESSE**

## **Annexe 10 - Convention de paiement PSN 2023-2027**

**CONVENTION DE PAIEMENT**  
**relative aux aides régionalisées Hors SIGC<sup>1</sup> du financeur xxxxx**  
**et de leur cofinancement Feader<sup>2</sup>**  
**dans le cadre du plan stratégique national (PSN) 2023-2027**

Numéro de convention : *IDSsupportJuridiqueLogic*

Autorité de gestion : Région Île-de-France

## **Préambule**

*Dans le cadre de la PAC<sup>3</sup> pour la programmation qui débute en 2023, un plan stratégique national (PSN) est établi par l'Etat en lien avec les régions et est approuvé par la Commission européenne.*

*En vertu de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM, modifiée par l'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022, et suite à leur demande, l'Etat confie aux régions, et, sous certaines conditions, dans les régions d'outre-mer, aux départements, la qualité d'autorité de gestion régionale au sens de l'article 123 du règlement (UE) 2021/2115, pour les aides Feader HSIGC à l'exception de la prédation, de l'assurance récolte et du FMSE.*

*L'autorité de gestion régionale, ci-après désignée autorité de gestion (AG), est ainsi chargée de gérer et de mettre en œuvre les interventions Feader HSIGC visées à l'article 78 de la loi MAPTAM, dans le respect du PSN. A ce titre, les régions prennent les décisions d'attribution et de retrait des aides.*

*L'article 78 de la loi MAPTAM prévoit également que ces autorités de gestion régionales assurent l'instruction et le contrôle par délégation de l'organisme payeur selon les modalités précisées par une convention de délégation et dans le respect de la séparation des fonctions d'autorité de gestion et d'organisme payeur. Un Descriptif des Systèmes de Gestion et de Contrôle (DSGC) établi par l'AG permet de vérifier les modalités de mise en œuvre des tâches déléguées et le respect des exigences de l'Agence de services et de paiement (ASP).*

*En revanche, le paiement des aides Feader ne pouvant pas être délégué, une convention de paiement est établie entre l'ASP, l'AG et le financeur pour la mise en œuvre des paiements, pour la modalité de paiement associé et la modalité de paiement dissocié.*

---

<sup>1</sup> SIGC : système intégré de gestion et de contrôle

<sup>2</sup> Feader : Fonds européen agricole pour le développement rural

<sup>3</sup> PAC : Politique Agricole Commune

*Les interventions PSN sont déclinées régionalement par l'AG sous forme de dispositifs.*

## **Visas**

Vu le règlement (UE) 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive n° 1999/93/CE ;

Vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 ;

Vu le règlement (UE, Euratom) 2020/2093 du Conseil du 17 décembre 2020 fixant le cadre financier pluriannuel pour les années 2021 à 2027 ;

Vu le règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le règlement délégué (UE) 2022/127 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro ;

Vu le règlement d'exécution (UE) 2022/128 de la Commission du 21 décembre 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les contrôles, les garanties et la transparence ;

Vu le code civil ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de commerce ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 modifiée relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 78 ;

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2022-580 du 20 avril 2022 relatif au comité national Etat-régions pour les programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes, et au comité Etat-région régional pour la période 2021-2027 ;

Vu le décret n° 2022-1051 du 28 juillet 2022 relatif à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023

Vu le décret n° 2023-5 du 3 janvier 2023 fixant les règles relatives aux conditions d'éligibilité temporelle et géographique ainsi que les catégories de dépenses non éligibles des aides du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 confiées aux régions ;

Vu le décret n° 2022-1755 du 30 décembre 2022 relatif aux aides du plan stratégique national de la politique agricole commune ;

Vu l'arrêté du 28 octobre 2016 portant agrément de l'Agence de services et de paiement comme organisme payeur de dépenses financées par les fonds de financement des dépenses agricoles et comme organisme de coordination en matière de financement de la politique agricole commune ;

Vu le plan stratégique national de la PAC 2023-2027 approuvé par la Commission européenne le 31/08/2022 ;

Vu la convention de délégation de tâches de l'organisme payeur à xxxxx, dans le cadre de la mise en œuvre des interventions du Feader HSIGC régionalisées du plan stratégique national, signée le 21/02/2023 ;

Vu la délibération n° CR 2022-057 du Conseil régional du 22/09/2022 demandant l'autorité de gestion du Feader pour la période 2023-2027 ;

Vu la délibération n° CP 2023-301 du Conseil régional du 21 septembre 2023, approuvant la présente convention ;

Vu ...(*intégrer les visas souhaités par le financeur ainsi que la date de délibération*) ;

## **Il est convenu ce qui suit entre :**

Le financeur xxxxx, représenté par xxxxx et ayant son siège sis xxxxx, ci-après dénommé « le financeur » ;

La région Île-de-France, représentée par Valérie PECRESSE et ayant son siège au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine, ci-après dénommée « l'autorité de gestion » (AG) ;  
et

l'Agence de services et de paiement, établissement public ayant son siège 2 rue du Maupas, 87040 Limoges cedex 1, représentée par le directeur régional de l'ASP par délégation du Président-Directeur général de l'ASP, ci-après dénommée « l'ASP ».



## Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de paiement de la part nationale et de la part Feader du financeur xxxxx dans le cadre du PSN.

La présente convention fixe les obligations :

- de l'ASP en tant qu'organisme payeur du Feader,
- de la Région Île-de-France en tant qu'autorité de gestion du plan stratégique national,
- et du financeur xxxxx, pour les modalités de paiement associé et dissocié et pour l'ensemble des dispositifs mobilisables par le financeur y compris Leader<sup>4</sup>.

A ce titre, la présente convention prévoit :

- les modalités de paiement des dispositifs soutenus par le financeur xxxxx. L'ensemble de ces dispositifs ainsi que le choix de la modalité "associée" et "dissociée" sont précisés en annexe 1 de la présente convention, intitulée « Dispositifs Hors SIGC - Modalités de paiement, pour le financeur xxxxx, Région Île-de-France » ;
- les modalités de gestion des dossiers entre l'AG et le financeur (voire le GAL<sup>5</sup>). La répartition des tâches (du dépôt de la demande d'aide à la décision de déchéance) entre les acteurs concernés est présentée en annexe 2 de la présente convention, intitulée « Etapes de gestion dispositifs Hors SIGC, Financeur xxxx, Région Île-de-France : autorité de gestion et service instructeur du Feader (AG) » ;
- les conditions dans lesquelles l'ASP verse le cofinancement Feader géré par l'AG qui peut s'associer à la participation du financeur dans le cadre de la période de programmation (paiement associé ou dissocié). En cas de paiement dissocié, l'annexe 3 intitulée « Etat des versements externes effectués par le financeur xxxxx en paiement dissocié, autorité de gestion : Région Île-de-France » retrace les versements effectués par le financeur ;
- les modalités selon lesquelles le financeur xxxxx confie à l'ASP la gestion de sa participation aux dispositifs qui relèvent du paiement associé (part nationale cofinancée et le cas échéant, part top-up et part nationale hors PSN). Ces modalités sont détaillées à l'annexe 4 de la présente convention, intitulée « Notification financière » d'AE et/ou CP.

## Article 2 : Dispositifs et choix des modalités de paiement

Les aides accordées au titre du Feader sont obligatoirement payées par l'ASP.

La part du financeur national peut en revanche être payée selon deux modalités de paiement :

- **paiement associé** : l'ASP verse au bénéficiaire (versement unique ou multiple) concomitamment la part nationale et la contrepartie Feader ;
- **paiement dissocié** : le financeur national verse directement sa part au bénéficiaire puis l'ASP verse (versement unique ou multiple) la contrepartie Feader.

Le choix d'une modalité de paiement pour chaque dispositif relève du choix du financeur en lien avec l'AG. Le financeur indique ce choix à l'ASP et à l'AG dans l'annexe 1 de la présente convention. En cas de modification de la modalité de paiement, le financeur en informe l'AG afin que cette dernière puisse procéder aux modifications correspondantes dans l'annexe 2 dans les conditions prévues par l'article 3 de la présente convention.

---

<sup>4</sup> LEADER : Liaison Entre Actions de Développement de l'Économie Rurale

<sup>5</sup> GAL : Groupe d'action locale.

Un dispositif doit être rattaché à une seule modalité de paiement sur une période donnée. Aucun chevauchement n'est admis.

Dans tous les cas, le rattachement d'un dossier à l'une ou à l'autre des modalités de paiement est déterminé par la date d'engagement juridique de la part nationale du financeur conformément aux informations de l'annexe 1 de la présente convention.

En cours de programmation, en cas de modification d'un élément de l'annexe 1, le financeur, après accord de l'AG, notifie à l'ASP et à l'AG, dès que possible et dans tous les cas avant sa prise d'effet, l'annexe 1 modifiée avec les périodes de validité correspondantes.

A défaut, le paiement ne sera pas effectué selon les nouvelles modalités de paiement sans que la responsabilité de l'ASP ne puisse être engagée.

### **Article 3 : Modalités d'attribution des aides individuelles**

A l'exception des engagements juridiques pris pour le versement direct des aides au bénéficiaire par le financeur, les engagements juridiques de la part nationale et de la part Feader ne peuvent être pris qu'après signature de la présente convention avec ses quatre annexes, dûment complétées et signées.

L'AG détermine, en lien avec le financeur, les étapes de gestion des dossiers (du dépôt de la demande d'aide à la décision de déchéance), par dispositif ou par groupes de dispositifs. L'AG informe de ces choix l'ASP dans l'annexe 2 de la présente convention.

Ces étapes de gestion de l'annexe 2 doivent permettre de tracer :

- l'entité qui réceptionne la demande d'aide et celle qui instruit la part nationale et/ou la part Feader ;
- les éléments nécessaires au calcul de l'aide Feader ;
- dans le cas où le financeur instruit sa part, l'organisation mise en œuvre entre l'AG et le financeur pour les échanges de données et de pièces ainsi que leur nature ;
- la forme de la décision juridique (DJ conjointe/disjointe) : le financeur et l'AG peuvent faire le choix de signer une seule décision d'attribution pour la part nationale et pour la part Feader (décision juridique conjointe) ou d'attribuer séparément la part nationale et la part Feader (décision juridique disjointe) ;
- les acteurs chargés de la rédaction, de la signature et de la notification de la décision juridique au bénéficiaire et à l'ASP. Dans tous les cas, la décision doit être signée par une personne juridiquement compétente pour engager l'AG et le financeur.

En cours de programmation, en cas de modification acceptée par le financeur d'un élément de l'annexe 2, l'AG notifie à l'ASP et au financeur, dès que possible et dans tous les cas avant sa prise d'effet, l'annexe 2 modifiée. A défaut, le changement ne pourra être pris en compte à la date souhaitée.

L'AG porte, au fil de l'eau, à la connaissance du financeur la réglementation européenne et nationale, les procédures régionales qui permettent de déterminer l'assiette PSN et les règles de calcul de l'aide.

L'instruction de la demande d'aide est faite soit par l'AG pour la part nationale et pour la part Feader, soit par le financeur pour sa part et par l'AG pour la part Feader<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> Pour ce paragraphe et les 2 suivants, il n'est pas attendu de faire un choix. La convention prévoit les « conditions générales » qui peuvent différer d'un dispositif à l'autre. L'annexe 2 permettra de définir les modalités d'instruction et de décisions retenues par dispositif ou groupes de dispositifs.

Lorsque le financeur effectue sa propre instruction, il communique à l'AG les éléments nécessaires au calcul de sa part :

- a minima, les dépenses retenues ou écartées – regroupées ou non, taux, montants d'aide,
- et tout autre élément qui contribue à la détermination du montant des dépenses éligibles et retenues au PSN et à la vérification du respect du taux maximum d'aide publique.

Avant engagement du Feader, l'AG doit impérativement disposer de la décision juridique individuelle d'attribution de l'aide de la part nationale et de tous les éléments nécessaires au calcul de l'aide Feader qui lui incombe.

En cas de modification du projet entraînant une modification de l'aide, le bénéficiaire doit dès que possible et avant sa prise d'effet, en informer le financeur et l'AG. Le financeur transmet à l'AG la décision juridique modificative ainsi que les nouveaux éléments de calcul.

#### **Article 4 : Modalités de versement des aides individuelles aux bénéficiaires**

A l'exception des aides directement versées au bénéficiaire par le financeur, aucun paiement de la part nationale et de la part Feader n'interviendra avant la prise d'engagement juridique dans les conditions prévues à l'article 3 de la présente convention.

Le paiement de la part Feader est fait par l'ASP, après réception des données de paiement conformes aux exigences de l'ASP qui s'imposent à l'AG dans les conditions de la présente convention.

Des avances peuvent être versées conformément aux dispositions prévues par la réglementation européenne et nationale et dès lors qu'elles sont prévues dans l'annexe 1 et dans la décision juridique.

La décision juridique (conjointe et disjointe) doit mentionner :

- la possibilité de versement d'une avance (à la signature ou à la demande du bénéficiaire) : uniquement pour les demandeurs non qualifiés d'entreprise en difficulté ou non concernés par une procédure de liquidation judiciaire<sup>7</sup> et uniquement pour les interventions des articles 73 et 77 du règlement (UE) 2021/2115 du 2 décembre 2021 ;
- le montant (ou le taux) de l'avance, lequel doit respecter le taux maximum prévu dans les textes réglementaires du périmètre de l'intervention ;
- la nécessité, le cas échéant, de fournir une garantie : garantie bancaire pour un bénéficiaire privé ou attestation et délibération exécutoire pour les bénéficiaires publics et le montant de cette garantie éventuelle en pourcentage de l'avance ;
- les modalités de versement et de reversement de l'avance.

##### **4.1 : Pour les dispositifs relevant du paiement associé**

Le paiement de la participation du financeur et du cofinancement Feader qui lui est éventuellement associé est fait par l'ASP.

---

<sup>7</sup> Pour les interventions ne relevant pas de l'article 42 du TFUE, les avances ne sont autorisées que pour les demandeurs qui ne sont pas qualifiés d'entreprise en difficulté au sens de l'article 2, paragraphe 18 du règlement (UE) 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014.

Pour les interventions relevant de l'article 42 du TFUE, les avances ne sont autorisées que pour les demandeurs qui ne sont pas concernés par une procédure de liquidation judiciaire.

Préalablement à l'envoi des données de paiement, l'AG et le financeur s'assurent de la bonne mise à disposition des fonds appelés par l'ASP conformément aux dispositions de l'article 5.2 intitulé « Versement des fonds par le financeur » de la présente convention.

L'ASP assure le versement des aides du financeur aux bénéficiaires conformément à la réglementation en vigueur, à la ou aux décisions juridiques d'attribution de l'aide et dans la limite des fonds mis à sa disposition par celui-ci.

En l'absence de fonds mis à la disposition de l'ASP par le financeur pour le versement de sa part, les paiements de la part nationale et de la part Feader sont suspendus dans l'attente de crédits suffisants.

L'ASP ne peut être tenue responsable des conséquences du retard du paiement des aides aux bénéficiaires, consécutif au versement tardif des fonds par le financeur et lorsque un appel de fonds a été réalisé par l'ASP.

#### **4.2 : Pour les dispositifs relevant du paiement dissocié**

Le paiement du cofinancement Feader est fait par l'ASP, après instruction de la part Feader par l'AG.

Le financeur procède au versement de sa part au bénéficiaire au vu de sa demande de paiement, après avoir effectué sa propre instruction ou après instruction de la part nationale et de la part Feader par l'AG. Dans les 2 cas, le financeur communique :

- la décision juridique individuelle d'attribution de l'aide de la part nationale et tous les éléments nécessaires au calcul de l'aide Feader ;
- la preuve du versement effectif de sa participation matérialisée par l'annexe 3 dûment complétée et signée par le payeur du financeur puis complétée et communiquée par l'AG ;
- les autres pièces prévues par la réglementation et le cas échéant par le cahier des charges du DSGC qui s'impose à l'AG. L'AG communique par la suite ces éléments à l'ASP.

L'ASP ne peut payer la part Feader qu'après avoir reçu la preuve du versement effectif de la part du financeur qui est matérialisée par l'annexe 3 de la présente convention.

#### **Article 5 : Dispositions financières applicables uniquement au paiement associé**

Cet article s'applique uniquement aux dispositifs en paiement associé, le financeur xxxxx confiant à l'ASP la gestion de sa participation aux dispositifs (part nationale cofinancée et le cas échéant, part top-up et part nationale hors PSN) afin que l'ASP puisse verser concomitamment l'ensemble de l'aide au bénéficiaire.

L'annexe 4 de la présente convention, intitulée « notification financière », présente le montant des autorisations d'engagement (AE) et le montant des crédits de paiement (CP) du financeur pour chacun des dispositifs couverts par la présente convention. Elle détaille les modalités selon lesquelles le financeur xxxxx confie à l'ASP la gestion de sa participation aux dispositifs.

Les notifications financières d'AE et de CP peuvent faire l'objet d'une notification financière unique.

Dans tous les cas, le financeur notifie, au moyen de l'annexe 4, à l'ASP et à l'AG, ces notifications financières dûment complétées et signées.

### **5.1 : Prévisions de financement par le financeur**

La première notification financière d'AE doit impérativement être transmise à l'ASP par la voie de l'annexe 4, avant l'engagement juridique des dossiers.

En cours de programmation, le montant des AE est modifié au moyen de l'annexe 4. Dans ce cas, le nouveau montant cumulé des AE ne peut être inférieur à la somme des montants déjà engagés.

Le montant cumulé résultant de la somme du montant total de chaque notification constitue le maximum de droits à engager pour le compte du financeur au titre de la présente convention.

La période de validité d'une notification financière d'AE doit permettre de couvrir l'engagement juridique des dossiers. Elle est comprise entre la date de prise d'effet de la convention et la date limite de prise d'engagement juridique compatible avec les délais de paiement.

A l'issue de cette période ou en cas de modification en cours de période, une nouvelle notification financière (annexe 4) précise le cas échéant la prolongation de celle-ci ou bien détermine une nouvelle période.

### **5.2 : Mise à disposition des fonds par le financeur**

Le financeur s'engage à fournir les fonds sur toute la période de programmation selon les appels de fonds présentés par l'ASP. Il informe dès que possible l'ASP de chaque versement de fonds.

Le versement des fonds par le financeur se fait selon les modalités suivantes :

- Le premier versement est effectué à l'envoi de la première notification financière complétée. Cette notification précise, par la voie de l'annexe 4, le montant du premier versement.
- Les versements suivants sont effectués selon des appels de fonds présentés par l'ASP et accompagnés :
  - o d'un état des dépenses réalisées (à la date de l'appel de fonds) par dispositif,
  - o d'une balance générale des comptes - compte d'emploi récapitulatif, qui retrace les mouvements financiers comptabilisés au titre du support juridique depuis le début de la convention.

Elle comporte une attestation de l'agent comptable de l'ASP certifiant que les paiements effectués sont appuyés des pièces justificatives correspondantes et qu'il est en possession des pièces afférentes aux opérations qu'il a contrôlées.

Le délai maximum de mise à disposition des fonds par le financeur est de .....à compter de la date d'envoi de l'appel de fonds par l'ASP au financeur.

Les versements sont à effectuer sur le compte ouvert au nom de l'Agent Comptable de l'ASP, sous le n°..... à la Direction Régionale des Finances Publiques de .....

L'ASP assure les paiements dans la limite des fonds reçus.

La trésorerie est gérée globalement pour l'ensemble des dispositifs et pour l'ensemble des années couvertes par la présente convention.



Le solde de trésorerie constaté en fin d'exercice est reporté automatiquement sur l'exercice suivant afin de réaliser les paiements.

## **Article 6 : Suivi des dépenses et échange d'informations**

L'ASP fournit annuellement à l'AG et au financeur, par dispositif :

- en cas de paiement associé, un état des dépenses réalisées pour la part nationale cofinancée et pour la part Feader et le cas échéant, pour la part top-up et la part aide nationale hors PSN ;
- en cas de paiement dissocié, un état des dépenses réalisées pour la part Feader.

Pour les dispositifs relevant du paiement associé : le financeur en lien avec l'AG fournit au moins une fois par an un état des dépenses prévisionnelles, par dispositif relevant de la présente convention, à l'ASP et à l'AG.

La participation au financement du financeur xxxxx et de l'Union Européenne est notifiée aux bénéficiaires par le biais d'un avis de paiement, établi par l'ASP, précisant la part de chaque financement.

Cet avis porte les logos de l'Union Européenne, de l'AG et de chacun des financeurs.

## **Article 7 : Contrôles**

En tant qu'organisme payeur du Feader, l'ASP est responsable de la régularité et de la conformité de l'utilisation des fonds européens ainsi que des fonds nationaux mobilisés.

A ce titre, l'ASP met en place notamment des contrôles de l'ordonnancement sur la totalité des demandes de paiement ainsi que ceux prévus par la convention de délégation de tâches de l'organisme payeur à l'AG et les documents liés.

Par ailleurs, l'agence comptable de l'ASP réalise des contrôles sur les demandes de paiement ordonnancées qui lui sont transmises.

L'AG procède aux contrôles dans les conditions décrites dans le cahier des charges du DSGC.

## **Article 8 : Décision de déchéance**

En cas de constat d'anomalie ou en cas de modification du projet entraînant une réduction d'aide, une décision de déchéance partielle ou totale de droits est prise à l'encontre du bénéficiaire pour la part du financeur et la part Feader, sur la base du montant déterminé par l'AG dans les conditions conformes au cahier des charges du DSGC.

Pour les aides directement versées aux bénéficiaires par le financeur, ce dernier est informé par l'AG de l'anomalie. L'aide peut être maintenue si elle a été attribuée sur une autre base légale que le PSN. Si l'aide est maintenue, le financeur en informe l'AG afin que la part Feader soit recalculée. Si l'aide est déchue, le financeur en informe l'AG et l'ASP.

Les modalités de prise des décisions de déchéance sont établies par l'AG en lien avec le financeur qui les transcrit par dispositif ou par groupe(s) de dispositifs dans l'annexe 2.

Ces étapes de gestion de l'annexe 2 doivent permettre de tracer :

- la phase contradictoire avec le bénéficiaire,

- les éléments nécessaires au calcul de l'indu,
- l'entité qui détermine le montant indu de la part nationale et la part Feader ;
- dans le cas où le financeur instruit sa part, l'organisation mise en œuvre entre l'AG et le financeur pour les échanges de données et de pièces ainsi que leur nature ;
- la forme de la décision de déchéance : celle-ci doit respecter la même forme que la décision d'attribution d'aide initiale (conjointe/disjointe) ;
- les acteurs chargés de sa rédaction, de sa signature et de sa notification au bénéficiaire et à l'ASP. La décision de déchéance doit être signée par une personne juridiquement compétente pour représenter l'AG et le financeur.

En cas de modification du processus, l'AG le notifie à l'ASP et au financeur par l'annexe 2 modifiée, dès que possible et dans tous les cas avant sa prise d'effet.

## **Article 9 : Recouvrement**

Par application de la décision de déchéance de droits et à réception de cette dernière, l'ASP est chargée de l'émission des ordres de recouvrer des sommes qu'elle a versées, de leur recouvrement amiable et forcé et de leur apurement.

La somme mise en recouvrement sera majorée, le cas échéant, des pénalités et des intérêts au taux légal prévus par la réglementation en vigueur.

Le financeur est chargé de l'émission des ordres de recouvrer et du recouvrement des sommes qu'il a lui-même versées. Il informe l'AG dans les meilleurs délais des recouvrements opérés.

L'ASP peut accorder des délais de paiement aux débiteurs qui en font la demande.

Les demandes de remises gracieuses ne sont pas admises, à l'exception, le cas échéant, des aides à l'installation en agriculture qui font l'objet d'un examen au cas par cas.

En cas de procédure collective, l'ASP doit, dans le délai de deux mois à compter de la publication de l'ouverture de la procédure, procéder à la déclaration de sa créance, qu'elle soit liquidée ou simplement évaluée. L'ASP, l'AG et le financeur s'informent mutuellement de l'ouverture de la procédure. Cette créance doit être définitivement établie dans les quatre mois suivant la déclaration initiale, afin d'éviter la forclusion. Seule la réception de la déchéance de droits avant expiration d'un délai de cinq mois à compter de la publication de l'ouverture de la procédure permet l'émission des ordres de recouvrer par l'ASP et la production à titre définitif de sa créance précédemment évaluée dans le délai réglementaire.

Lorsqu'un motif de non-valeur ou d'abandon de créance est constaté, l'ASP soumet au financeur pour décision la liste des dossiers concernés et lui communique une copie de la pièce justifiant la demande à l'exception des créances initiales ou des restes à recouvrer inférieurs à 30 euros pour lesquels l'ASP procède à l'apurement automatique. Le financeur informe l'ASP et l'AG de sa décision. L'absence de réponse dans le délai de quatre mois vaut acceptation de la demande par le financeur.

Si le financeur estime qu'il n'y a pas lieu d'admettre une créance en non-valeur, il communique à l'ASP dans le délai imparti les informations nouvelles permettant de reprendre le recouvrement.

L'ASP procède à l'apurement des prises en charge en fonction de la décision exprimée. Les sommes admises en non-valeur ou les créances faisant l'objet d'un abandon dans le cadre de la convention sont à la charge du financeur, à concurrence de la part qu'il a apportée.

### **Article 10 : Communication des actes de délégation de signature**

Pour permettre à l'ASP d'effectuer un contrôle avant paiement, en vue de garantir les intérêts de l'AG et du financeur signataires, ces derniers transmettent à l'ASP dès la signature de la présente convention et au fil de l'eau, la/les délégation-s de signature listant les agents du financeur et de l'AG habilités à signer par délégation, ainsi qu'un spécimen de leurs signatures en cas de signatures manuscrites.

En l'absence de communication de ces documents à jour, le paiement ne sera pas effectué et la responsabilité de l'ASP est dégagée en cas de contentieux portant sur l'habilitation des signataires concernés.

Sauf dispositions contraires posées par les textes et par l'ASP en matière de condition d'attribution de l'aide, les signatures électroniques de niveau au moins « avancé » sont admises pour les décisions juridiques d'attribution de l'aide dans les conditions posées par le code civil et le règlement (UE) 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014.

### **Article 11 : Durée - Clôture**

La présente convention signée par l'ensemble des parties prend effet à compter du transfert effectif de la compétence d'autorité de gestion régionale.

La présente convention s'applique aux dossiers qui sont instruits selon les modalités des règlements (UE) 2021/2115 et 2021/2116.

Aucun paiement ne pourra intervenir après la date limite fixée par les règlements applicables à la programmation.

Dans tous les cas, les délais de réalisation des opérations, d'instruction, d'engagement juridique et de contrôle avant paiement des dossiers doivent rester compatibles avec la date limite de paiement.

Concernant les crédits de paiement, l'ASP demeure engagée pour les engagements juridiques pris au titre de la présente programmation pour lesquels les demandes de paiement sont encore éligibles et non encore payées.

Au terme de l'opération et au vu d'un compte d'emploi global établi par l'ASP qui sera visé par l'Agent comptable, le solde de trésorerie est reversé au financeur à réception du titre exécutoire. A cette date, l'ASP poursuit le recouvrement des ordres de recouvrer.

A chaque fin d'exercice comptable postérieur à la date du dernier paiement, le solde des sommes recouvrées est reversé au financeur. La clôture de la convention interviendra après le recouvrement ou l'apurement de tous les ordres de recouvrer, et lorsque la totalité des crédits confiés à l'ASP ainsi que les crédits cofinancés (jusqu'à l'apurement des comptes par la Commission européenne) seront soldés.



## Article 12 : Modification et révision de la convention

Les modifications et révisions de la présente convention s'effectuent par voie d'avenant, à l'exception des modifications des quatre annexes jointes à la présente convention qui s'effectuent par voie de notification à l'ASP dans les conditions prévues aux articles précédents.

## Article 13 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par la partie lésée à l'expiration d'un délai de deux mois après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant les engagements non tenus.

En cas de résiliation, les dossiers ayant déjà fait l'objet d'un engagement juridique seront payés jusqu'à leur terme par l'ASP :

- pour la part nationale et la part Feader en paiement associé,
- pour la part Feader en paiement dissocié.

En cas de paiement associé, le financeur s'engage à apporter les crédits nécessaires au paiement de l'intégralité des dossiers à payer pour son compte.

## Article 14 : Contentieux

Les parties privilégient le règlement amiable de leurs litiges.

En cas de contentieux, le tribunal administratif de Paris est compétent.

## Signataires

Fait sur xx pages, en xx exemplaires, à ....., le .....

Prénom et Nom du signataire  Le Président-Directeur Général de l'ASP, et par délégation, la Directrice/le Directeur Régional(e)	Valérie PECRESSE  La Présidente de la région Île-de-France	Prénom et Nom du signataire  La/ Le Président-e de xxxxxxxx (nom du financeur)

Annexes :

- Annexe 1 : « Dispositifs Hors SIGC - Modalités de paiement, pour le financeur xxxxx, Région Île-de-France ».
- Annexe 2 : « Etapes de gestion dispositifs Hors SIGC, Financeur xxxxx, Région Île-de-France : autorité de gestion et service instructeur du Feader (AG) ».
- Annexe 3 : « Etat des versements externes effectués par le financeur xxxxx, en paiement dissocié, autorité de gestion : Région Île-de-France ».
- Annexe 4 : « Notification financière ».

ANNEXE 1 : « Dispositifs Hors SIGC – Modalités de paiement, pour le financeur xxxxx, Région Île-de-France »

Numéro de convention : IDSupportJuridiqueLogic

Numéro de la notification : xxxxxxxx

Code/libellé Dispositif AG (= déclinaison régionale)	Interventions PSN (code/libellé selon fiche intervention PSN)	Modalité de paiement retenue par le financeur (Associé/Dissocié)	Modalité d'intervention du financeur (Cofinancé/Top-up/Part nationale hors PSN)	Avance (Oui/Non)	Instrument financier (Oui/Non)	Date de prise d'effet (A compléter pour toute modification de l'annexe)	Date de fin (A compléter en cas de changement de modalité)
XXXXX	Par ex : 73.04 Préservation et restauration du patrimoine naturel et forestier dont sites Natura 2000						
XXXXX	Par ex : 68.08 Investissements forestiers productifs - amélioration, renouvellement productif et projets globaux en forêt						
YYYYY	77.05 Leader						

Fait à .....le...../...../ 20

[Prénom, nom et qualité du signataire/ financeur]

[Signature]

**ANNEXE 2 : "Etapas de gestion dispositifs Hors SIGC"**

Financier : xxxxx

**Région Île-de-France : autorité de gestion et service instructeur du Feader (AG)**

Numéro de la convention : *IDSupportJuridiqueLogic*

Numéro de la notification : xxxxxx

Date de prise d'effet de l'annexe 2 :

Liste dispositifs :

<b>Etapas de gestion des dossiers</b>	<b>Etapas à réaliser selon la modalité de paiement</b> - associé et dissocié (AD) - associé (A) - dissocié (D)	<b>Acteurs</b> (AG/GAL /financeur)
<b>1 ) Du dépôt de la demande d'aide jusqu'à l'accusé réception du dossier recevable (après vérification du contenu minimum attendu pour la demande d'aide)</b>		
Part nationale du financeur	AD	AG/ GAL/financeur (Faire un choix)
Part Feader	AD	AG/GAL (Faire un choix)
<b>2) Instruction de la demande d'aide (et réinstruction) de la part Feader</b>		
Part nationale du financeur	AD	AG/ GAL/financeur (Faire un choix)
Part Feader	AD	AG/GAL (Faire un choix)
Transmission à l'AG des éléments nécessaires permettant de déterminer la contrepartie Feader	AD	financeur
<b>3) Sélection et programmation</b>		
Information des demandeurs inéligibles et non sélectionnés	AD	AG/GAL (Faire un choix)
<b>4) Décision attributive d'aide (y compris décision modificative)</b>		
Vérification que le dispositif est couvert par une convention de paiement signée avec l'ASP préalablement à la prise de décision juridique	AD	AG
Blocage des crédits Feader	AD	AG
Rédaction du projet de décision juridique (conjointe ou disjointe)	AD	AG/ GAL/financeur (Faire un choix)
Signature de la décision juridique de la part nationale du financeur (conjointe ou disjointe)	AD	financeur
Signature de la décision juridique de la part Feader (conjointe ou disjointe)	AD	AG
Transmission de la décision juridique signée au bénéficiaire, au financeur et copie à l'ASP - décision conjointe, - décision juridique part FEADER en cas de décision disjointe	AD	AG
Transmission de la décision juridique disjointe (part nationale) signée au bénéficiaire et copie à l'AG et à l'ASP	AD	financeur
<b>5) Instruction de la demande de paiement (et réinstruction)</b>		
Réception de la demande de paiement	AD	AG/ GAL/financeur (Faire un choix)
Vérification de la complétude de la demande de paiement et de la conformité des pièces justificatives. Demande de pièces manquantes ou complémentaires	AD	AG/ GAL/financeur (Faire un choix)
Vérification du service fait	AD	AG/ GAL/financeur (Faire un choix)
Instruction de la part nationale du financeur	AD	AG/GAL/financeur (Faire un choix)
Transmission à l'AG des éléments nécessaires permettant de calculer la contrepartie Feader	AD	financeur
Si l'AG instruit le montant à payer de la part nationale, transmission au financeur du montant à payer	D	financeur
Transmission à l'AG de la preuve du versement effectif de la part nationale du financeur	D	financeur
Vérification que les fonds appelés par l'ASP sont mis à disposition de l'ASP, quel que soit le financeur	A	AG



Envoi de la demande de paiement à l'ASP par flux de paiement, après vérification du service fait (part Feader et part nationale)	AD	AG
<b>6) Décision de déchéance de droits</b>		
Débat contradictoire avec le bénéficiaire	AD	AG/GAL/financeur (Faire un choix)
Détermination des montants à rembourser	AD	AG/GAL/financeur (Faire un choix)
En cas de décision conjointe, rédaction du projet de décision de déchéance partielle/totale	AD	AG/GAL (Faire un choix)
En cas de décision disjointe, information aux financeurs nationaux des décisions de déchéance à prendre (sans objet si financeur AG)	AD	AG
Information de l'AG des suites données à l'irrégularité sur la part nationale	D	financeur
Signature de la décision de déchéance partielle ou totale de la part nationale du financeur (conjointe ou disjointe)	AD	financeur
Signature de la décision de déchéance partielle ou totale de la part Feader (conjointe ou disjointe)	AD	AG
Transmission de la décision de déchéance partielle ou totale signée au bénéficiaire, au financeur et copie à l'ASP - décision conjointe, - décision juridique part FEADER en cas de décision disjointe	AD	AG
Transmission de la décision de déchéance partielle ou totale disjointe (part nationale), signée au bénéficiaire et copie à l'AG et à l'ASP	AD	financeur

Fait à .....le...../...../ 20

[Prénom, nom et qualité du signataire/Autorité de gestion]  
[Signature]

Etat des versements externes effectués par le financeur xxxx en paiement dissocî, autorité de gestion : Région île-de-France  
(établir un état par dispositif AG ou intervention PSN)

**Numéro de convention**

**Code/libellé du dispositif AG**

**Code/libellé de l'intervention PSN**

[illegible]

**ANNEXE 4**

**Notification financière**

Nom de l'Autorité de Gestion : Région Île-de-France

Nom du financeur : xxxxx

Numéro de convention : *IDSsupportJuridiqueLogic*

Numéro de la notification : xxxxx

Objet : Notification d'autorisation d'engagement / Notification de crédits de paiement (supprimer la mention inutile le cas échéant)

Zone de saisie libre (visa de la délibération financeur par exemple,...)

<b>1- Montant des autorisations d'engagements (AE)</b>							
Code/libellé dispositif AG	Code/libellé intervention PSN	Période de validité des autorisations d'engagement	Montant d'AE au titre de la présente notification			Rappel montant cumulé notification précédente	Total cumulé convention
			Part nationale cofinancée	Part top-up	Part nationale hors PSN		
							0
							0
							0
							0
							0
							0
							0
							0
							0
							0
							0
TOTAL			0	0	0	0	0

**2- Mise à disposition des fonds (crédits de paiement-CP)**

Conformément à l'article 5.2 intitulé "Mise à disposition des fonds par le financeur" de la convention numéro xxxxx, le montant du premier versement de "nom du financeur" à l'ASP correspond à xx % du montant des autorisations détaillées dans la présente notification, soit un montant de xxxxx €.

Date de l'appel de fonds de l'ASP	xx/xx/xxxx	Montant de l'appel de fonds de l'ASP	xxxxx €
--------------------------------------	------------	---	---------

Code/libellé dispositif AG	Code/libellé intervention PSN	Montant de CP au titre de la présente notification			Rappel montant cumulé notification précédente	Total cumulé convention
		Part nationale cofinancée	Part top-up	Part nationale hors PSN		
						0
						0
						0
						0
						0
						0
						0
						0
						0
						0
TOTAL			0	0	0	0

Fait à .....le...../...../ 20

[Prénom, nom et qualité du signataire/financeur]  
[signature]

## **Annexe 11 - Fiche-projet méthanisation**



**DOSSIER N° EX075953 - Aide aux études pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VAL PARISIS**

**Dispositif** : Plan régional méthanisation : aide aux études (n° 00001198)

**Délibération Cadre** : CP2020-276 du 01/07/2020

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041511-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional méthanisation : aide aux études	50 000,00 € HT	30,00 %	15 000,00 €
Montant total de la subvention			15 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CAVP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL PARISIS  
Adresse administrative : 271 CHAUSSEE JULES CESAR  
95250 BEAUCHAMP  
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération  
Représentant : Monsieur Yannick BOËDEC, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1<sup>er</sup> juillet 2023 - 31 mai 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : nécessité de lancer la consultation pour la réalisation de cette étude en juillet 2023, de façon à pouvoir engager la mission dès le mois de septembre 2023.

**Description :**

La communauté d'agglomération Val Parisis (CAVP) et le Sigeif, dans le cadre de leurs compétences respectives en matière de développement des énergies renouvelables et de gestion des déchets, ainsi qu'en vertu des récentes lois sur l'énergie et l'économie circulaire, des planifications régionales et du PCAET de la CAVP pour lequel une convention entre cette dernière et le Sigeif a été signée fin 2022, souhaitent engager une étude de faisabilité relative à l'installation d'une unité de micro-méthanisation sur le territoire de la CA Val Parisis.

Il s'agira d'apporter des éléments techniques, financiers, économiques, réglementaires et environnementaux (incluant les analyses d'impact) permettant de se positionner sur la faisabilité de ce projet.

L'étude de faisabilité doit prendre en compte sept facteurs clés de réussite pour la réalisation des différents scénarii technico économiques : - ressource organique mobilisable (quantifiée et sécurisée) ;

- débouché pour le biogaz ;

- débouché pour le digestat ;

- mode de gouvernance performant ;
- équilibre financier ;
- site d'implantation ;
- acceptabilité sociale et communication.

Les solutions proposées devront être adaptées au contexte, aux enjeux et aux possibilités qu'offre le territoire du pôle agricole.

A l'issue de la mission d'étude, la CAPV et le Sigeif devront disposer de tous les éléments nécessaires au montage technique, financier, administratif et juridique du projet, dans le but d'être en mesure de lancer la phase de conception et de réalisation.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2023-082 du 29 mars 2023 : pour l'aide aux études de faisabilité : jusqu'à 50 % du montant TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €. Le financement comprend une participation de GRDF de 10 000 €, soit 20 %. La participation minimale de la collectivité devant être de 20 %, et l'ADEME intervenant sur un taux maximal de 70%, la subvention ADEME-Région est fixée à 60 % du montant et est répartie à 50/50, soit 30 % chacun (15 000 €).

#### Localisation géographique :

- VAL D'OISE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de faisabilité	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	15 000,00	30,00%
Aide ADEME à solliciter	15 000,00	30,00%
Fonds propres	10 000,00	20,00%
Participation GRDF	10 000,00	20,00%
Total	50 000,00	100,00%